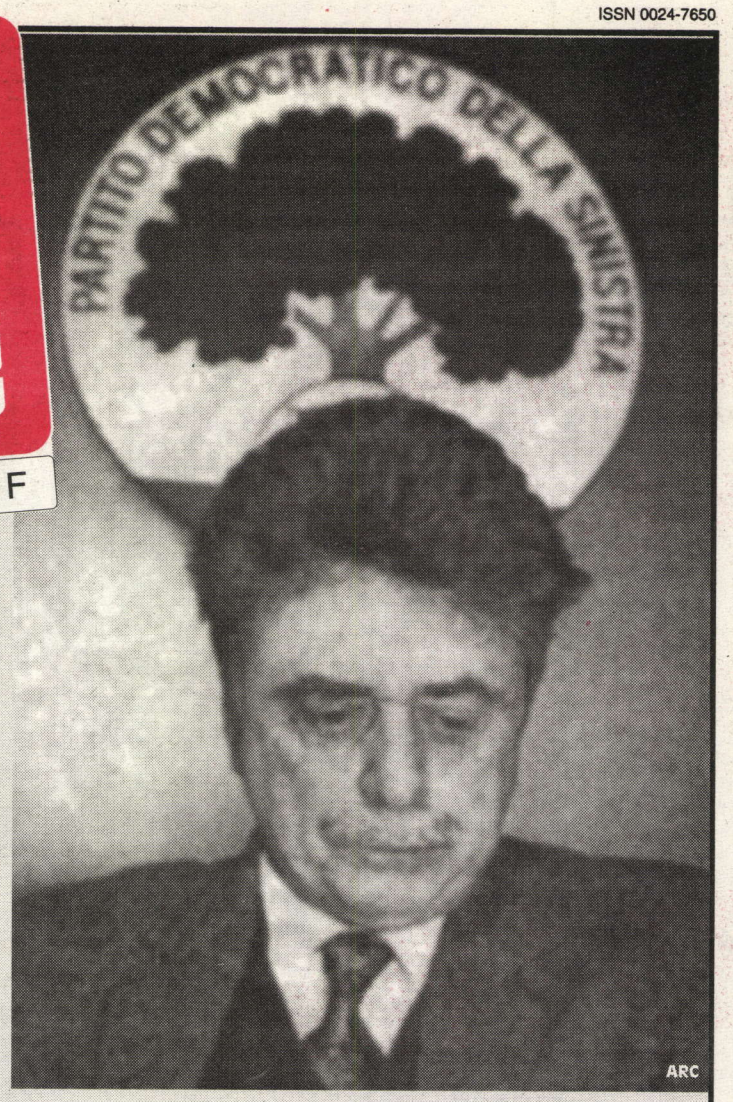
ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1327 - 10 décembre 1993 - prix : 9 F

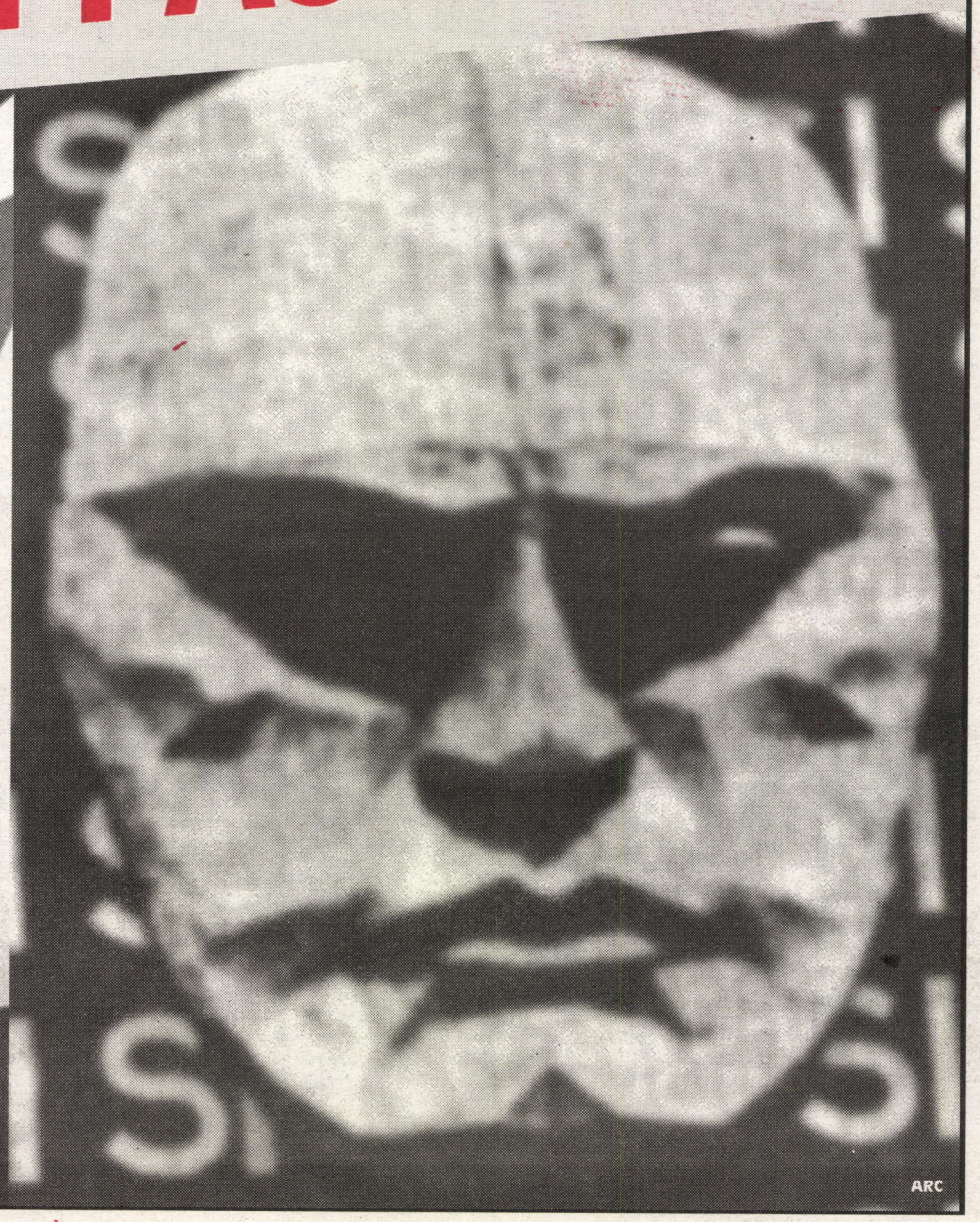
Italie :

ENTRE UNE GAUCHE DE GOUVERNEMENT ET UNE DROITE FASCISTE ?



ARC

Gamma



ARC

M6189 - 1327 - 9,00 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

ITALIE

ENTRE UNE GAUCHE DE GOUVERNEMENT ET UNE DROITE FASCISTE ?

Bien des choses peuvent nous paraître plus importantes, comme par exemple la détresse des enfants myopathes ou ce qui se passe en Somalie et dans l'ex-Yougoslavie, que les élections municipales qui viennent de se dérouler en Italie. L'Italie, ici, pour la génération actuelle, ce n'est bien souvent qu'un pays de vacances.

Mais c'est pourtant le pays de la mafia, la pieuvre comme on dit là-bas, qui étend ses ramifications dans le monde entier et qui a, depuis 40 ans, corrompu les hommes politiques italiens, au point qu'elle peut assassiner quasiment impunément ceux qui luttent contre elle, maires, députés, juges ou généraux de gendarmerie.

Le régime est si déconsidéré que tous les politiciens au pouvoir depuis 40 ans viennent de subir un échec retentissant à ces municipales, tellement les affaires de pots-de-vin, de prévarication, de corruption, étaient nombreuses.

Et dans cinq des plus grandes villes du pays : Rome, Gênes, Naples, Venise, Trieste, ce sont des coalitions, construites autour ou avec l'aide du PDS, l'ex-Parti Communiste italien, qui l'ont emporté. Le PDS a joué le rôle de rassembleur car lui, justement, était écarté du pouvoir depuis des années et il n'était donc pas corrompu.

On pourrait donc se réjouir et se dire que dans toutes ces villes importantes, la gauche l'emporte. Mais à l'issue du premier tour, dans ces villes, le seul parti de droite qui restait en lice était, soit un parti aux accents racistes et xénophobes comme la Ligue du Nord à Gênes, Venise et Trieste, soit un parti ouvertement néo-fasciste, le MSI, à Rome et à Naples où Alessandra Mussolini, la petite-fille de Mussolini, en était la candidate. Au deuxième tour, une majorité d'électeurs s'est mobilisée pour empêcher les fascistes de passer et c'est ce qui a permis la victoire des coalitions constituées à gauche.

Et si, au deuxième tour, l'extrême-droite n'est pas passée, elle a atteint des scores qui vont de presque 41 % à presque 47 % à Rome.

C'est énorme, car cela montre que près de la moitié des électeurs ont voté pour des partis ouvertement fascistes.

Certains disent que ce n'est pas grave, que le fascisme italien n'a pas eu toutes les caractéristiques criminelles du nazisme allemand et qu'en particulier, il a moins été antisémite car il n'a pas créé de camps d'extermination – encore qu'il ait, tout comme le régime Pétain en France, déporté des Juifs vers l'Allemagne.

Mais tous ceux-là oublient que le fascisme italien est apparu avant le nazisme. Il fut son inspirateur et son modèle. Au point que le bras levé de la Rome antique, le salut romain, adopté par Mussolini, le fut aussi par les nazis d'Hitler. L'élève dépassa le maître dans l'ignominie, certes, mais les deux jouèrent fondamentalement le même rôle : briser les capacités de défense de la classe ouvrière réduite à la misère par la crise. Et cela en finançant des bandes paramilitaires qui s'attaquaient aux organisations ouvrières, aux grévistes ou aux associations de chômeurs.

Alors ce qui doit nous servir d'avertissement dans ces élections, ce n'est pas tant la victoire de justesse de la gauche, due surtout au système électoral majoritaire, que le nombre de voix recueillies par les fascistes.

La corruption du régime démocrate-chrétien et socialiste a entraîné une réaction de rejet de la part de l'électorat. L'ex-Parti Communiste en a bénéficié mais de façon bien moindre que les fascistes.

Pourquoi ? Parce que, face aux désastres provoqués par la crise économique, à l'absence de solutions proposées, au désespoir des masses, une grande partie de ces dernières se tourne vers ceux qui se présentent comme les plus radicaux et les plus déterminés, comme ceux qui veulent changer fondamentalement les choses.

C'est faux, bien sûr, mais il est à craindre que la gauche, y compris l'ex-Parti Communiste italien, revenue au pouvoir, se déconsidère à son tour par son inertie, sa pleutrerie, son refus de s'attaquer aux puissants, au système, aux raisons de la crise, en laissant alors la place libre à l'aventure fasciste dont on sait où cela a mené, non seulement l'Italie et l'Allemagne, mais aussi toute l'Europe.

(Voir aussi nos articles en page centrale)

Côte-d'Ivoire

À HOUPHOUËT-BOIGNY, L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS RECONNAISSANT

On a appris, le mardi 7 décembre, la mort de Félix Houphouët-Boigny. Après avoir détenu le pouvoir pendant plus de trente ans, le vieux dictateur de Côte-d'Ivoire a enfin été bel et bien contraint de céder la place... après avoir été l'un des plus fidèles parmi les serviteurs de l'impérialisme et de l'Etat français en Afrique.

AFP

Houphouët-Boigny, en compagnie de Mitterrand, venu lui rendre visite en mai 1982.

C'était un chef traditionnel, grand propriétaire terrien et planteur. Il prit, en 1944, la tête du premier syndicat des planteurs africains. En lutte avec les planteurs européens et contre le système du travail forcé qui leur assurait leur main-d'oeuvre, il fut à ce titre la bête noire des colons. Mais la libéralisation de l'empire colonial à la fin de la guerre lui donna sa chance : élu à l'Assemblée constituante française en 1946, son nom fut alors associé à la loi qui supprima le travail forcé dans les "territoires d'outre-mer".

Le parti d'Houphouët, le RDA, eut une certaine image radicale dans les années 1945-1950 parce qu'il était "apparenté" au PCF à l'Assemblée nationale ; mais, dès 1952, il sut se rallier à la petite formation (l'UDSR) de Mitterrand, alors ministre de la France d'outre-mer. Houphouët fut ministre de la IVème République de 1956 à 1959. Ce n'est qu'à regret, il le dit lui-même, qu'il accepta, ou se résigna, à l'indépendance de la Côte-d'Ivoire en 1960.

Le nouvel Etat était un prolongement de l'appareil d'Etat français, conservant au plus haut niveau jusqu'aux anciens administrateurs de l'époque coloniale.

Si la France n'avait plus de vraies colonies, elle avait à leur place constitué des Etats-clients, bien profitables pour ses capitalistes, et Houphouët a bien servi les intérêts des Bouygues et des Bolloré, sur le dos des masses populaires ivoiriennes.

Pendant longtemps, la Côte-d'Ivoire a été présentée comme un exemple de réussite parmi les pays sous-développés, avec un taux de croissance élevé. Ce prétendu "miracle" était alors vanté dans les milieux néo-coloniaux et nationalistes. En réalité, il avait des limites étroites et il était dû avant tout à un concours de circonstances favorables. Par ailleurs, le régime ne s'est jamais embarrassé d'une façade de fonctionnement démocratique. Houphouët instaura un régime de parti unique, avait la haute main sur les médias qui l'encensaient quotidiennement, "tenait" le pays grâce à des réseaux de clientèles et d'alliances et recourait aussi à la répression.

La corruption fait partie du fonctionnement de l'Etat. Les firmes et les gouvernements français ont "arrosé", Houphouët et son entourage ont fait fortune au plus vite. Il est notoire que la "cassette personnelle" du vieux despote et les caisses de l'Etat fonctionnaient suivant le principe des vases communicants, au point qu'il en était venu à ne plus faire la différence. La fortune présidentielle équivaudrait aujourd'hui, comme pour Mobutu au Zaïre, au moins à la dette extérieure de l'Etat ivoirien.

Les difficultés réelles pour le régime ont commencé avec la chute des cours du café et du cacao sur le marché mondial. Le "miracle" s'est alors effondré.

Devant la montée des mécontentements, Houphouët mena alors une campagne de diversion dénonçant les "spéculateurs", voire les impérialistes, avec presque des accents tiersmondistes !

Dans la recherche de boucs-émissaires pour détourner la colère des masses pauvres, il y a aussi le prétexte de la "lutte contre le banditisme et l'insécurité", qui a justifié bien des exactions, voire des massacres, de la part des forces de police, en même temps que le racket de la population. Et puis, le pouvoir utilise l'exutoire de la chasse aux étrangers, contre les travailleurs des autres pays africains immigrés en Côte-d'Ivoire.

Mais la démagogie de Houphouët-Boigny n'a plus suffi pour lui permettre de récupérer le mécontentement à son profit, et pour la première fois, son pouvoir a été remis en question par les manifestations de rues et débuts d'émeutes, suivis de grèves, qui ont secoué Abidjan et plusieurs autres villes en février-mars 1990. Et le mythe du "Vieux", père de la nation, en a pris un coup, puisque Houphouët a été personnellement traité de "voleur" et de "corrompu" au cours de ces manifestations.

Houphouët-Boigny mort, gageons que la France des bonnes affaires africaines sera représentée comme il convient à ses obsèques, ne serait-ce que pour prier pour la perpétuation des sources de profits qu'il a si bien su leur garantir et que ces profiteurs continuent d'y trouver, en pressurant la population à mort.

Christiane LE GUERN

Prochaine réunion du

Cercle Léon Trotsky

L'Algérie en crise

Vendredi 17 décembre 1993 à 20 h 30

Salle de la Mutualité : 24, rue Saint-Victor à Paris (5e)

Métro : Maubert-Mutualité - Participation aux frais : 20 F

TVA dite "sociale"

Tout Va Augmenter ?

"Il va falloir faire des sacrifices" reste le leitmotiv du gouvernement Balladur. Il envisage actuellement d'augmenter d'un point, voire plus, le montant de l'actuelle TVA, taxe à la valeur ajoutée, qui frappe tous les produits mis en vente d'une surcharge fiscale d'un taux moyen de 18,6 %.

Si cette solution est retenue, elle devrait permettre au ministère des Finances d'encaisser plusieurs dizaines de milliards de francs qui permettraient, nous dit-on, de financer le déficit de la Sécurité sociale pour 1994, estimé à 40 milliards environ. D'où le nom de TVA "sociale" adoptée pour ce projet.

Celui-ci a pour le moment déclenché une querelle de plus au sein de la majorité. Il reprend en effet une idée d'un député RPR, tandis qu'un centriste et un UDF ont déjà fait savoir qu'ils préféraient de beaucoup une augmentation d'un point supplémentaire de la CSG, mesure qui frapperait uniformément les salaires.

Et puis, au moment de la précédente hausse de la CSG (1,3 % au 1er juillet dernier), Balladur avait refusé une augmentation de la TVA, et juré que la CSG n'augmenterait pas en 1994. Faut-il en conclure qu'en 1994, ce sera le taux de TVA qui augmentera ? On parle déjà dans la presse d'une augmentation qui le ferait passer de 18,6 % à... 20 %.

Une chose est sûre, quelle que soit la solution retenue, TVA ou CSG, le gouvernement veut faire les poches des plus démunis : ce sont encore eux qui seront les plus durement ponctionnés. Car diminuer encore d'un point les salaires ou augmenter d'un point, voire plus, les impôts indirects, c'est de toute façon pour les petits revenus que la charge sera la plus lourde à supporter.

Il faut bien éponger les déficits, nous dit-on. Mais alors qu'on s'en prenne à ceux qui les creusent. Le patronat, en licenciant à tour de bras ces dernières années, en gelant les salaires, a fait diminuer toutes les recettes issues des prélèvements sociaux. Il suffirait d'ailleurs de ponctionner de trois points le montant des profits annuels des entreprises pour couvrir le déficit de la Sécurité sociale.

Cela, évidemment, Balladur ne veut l'envisager, pas plus que ses prédécesseurs. Au contraire, même, si on se souvient que le même gouvernement garde l'intention de diminuer encore en 1995 la pression fiscale sur les revenus moyens et gros, il faut bien constater que ce gouvernement installe, par petits bouts, un dispositif qui va encore accentuer les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres. Tandis que les plus riches échapperont encore un peu plus à l'impôt direct, les plus pauvres subiront encore plus l'injustice de l'impôt indirect, puisqu'il fait payer au consommateur la même taxe quels que soient ses revenus.

J.F.

Budget 1994

DES MILLIARDS DE DETTE... PAS PERDUS POUR TOUT LE MONDE !

230 milliards de francs environ en 1992 ; plus de 300 milliards de francs en 1993 ; le déficit du budget de l'Etat ne cesse d'augmenter année après année. Et le cumul de ces déficits successifs transforme en véritable gouffre la dette publique : 2 110 milliards de francs fin 1992 ; 2 920 milliards d'ores et déjà prévus pour fin 1994.

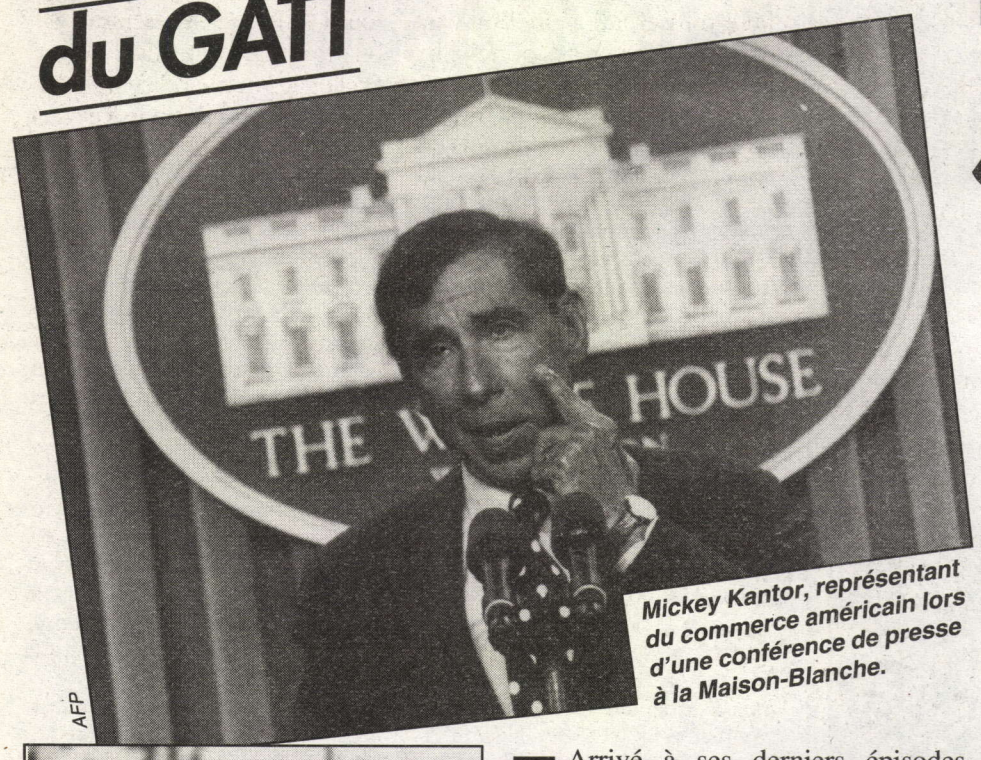
Selon le ministre du Budget, Nicolas Sarkozy, *"l'encours de la dette publique aura augmenté de 38 % en deux ans"*. Rapporté au produit intérieur brut (PIB), soit à tout ce qui est produit en une année dans le pays, l'endettement de l'Etat représentait 30,2 % à la fin de l'année 1992. A la fin 1994, il aura grimpé, selon les prévisions, à 39,8 %. Comme disent les économistes, la dette publique *"s'emballe"*.

Cela n'a en fait rien de très surprenant puisque le budget de l'Etat, dont les ressources proviennent en grande partie des impôts prélevés sur les revenus des salariés, sert de réservoir privé pour financer le patronat de mille et une façons, et en période de crise économique, plus que jamais. Pour ne citer qu'un exemple, parmi les causes de la progression de la dette de l'Etat figure l'engagement du gouvernement à supprimer le décalage d'un mois dans le règlement de la TVA aux entreprises. Sous prétexte *"d'alléger la contrainte de trésorerie pesant sur les entreprises et faciliter le mouvement de reprise de l'activité"*, 2,3 milliards supplémentaires vont ainsi entrer dans leurs caisses...

Quant à tenter de combler un tant soit peu la dette, ce n'est pas non plus aux plus riches que le gouvernement demandera d'y contribuer. Ainsi, Balladur entend faire adopter une loi quinquennale sur la maîtrise des finances publiques, comme celle de Giraud sur l'emploi. En fait de maîtrise, il s'agit surtout de commencer par abandonner le projet de la baisse des prélèvements obligatoires (c'est-à-dire des impôts et des cotisations sociales) et de continuer par des coupes claires dans les dépenses publiques dont on peut parier à l'avance que ce ne seront pas celles qui profitent au grand capital.

Le fardeau de la dette de l'Etat pesant de plus en plus lourd sur les épaules des plus pauvres, on n'a pas vraiment changé depuis Louis XVI !

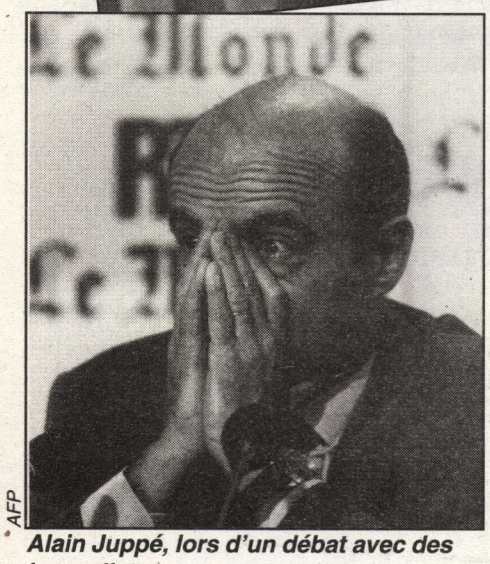
Le feuilleton du GATT



AFP

Mickey Kantor, représentant du commerce américain lors d'une conférence de presse à la Maison-Blanche.

BALLADUR JOUE LA MONTRE



AFP

Alain Juppé, lors d'un débat avec des journalistes.

Arrivé à ses derniers épisodes, le feuilleton portant sur les accords du GATT essaye de tenir l'actualité en haleine.

Sans remettre en cause les éléments essentiels du dossier, notamment en ce qui concerne les exportations d'acier, l'aéronautique, les services financiers et l'organisation du commerce mondial, les négociateurs américains et européens seraient parvenus, dans la nuit du 6 au 7 décembre, à un nouveau compromis.

Aux termes de celui-ci, les possibilités d'exportation de produits agricoles subventionnés seraient sensiblement augmentées, la durée de la "clause de paix" (non-dénonciation des accords) serait portée de six à neuf ans, et l'obligation d'importer au moins 5 % de sa consommation s'entendrait désormais par grandes catégories de produits agricoles (et non plus produit par produit).

Ces assouplissements par rapport au pré-accord de Blair House sont dans l'ensemble favorables à l'agriculture française, sans pour autant nuire à l'agriculture américaine. Ce sont essentiellement les pays qui n'aident pas ou peu leur agriculture, notamment les pays du Tiers Monde, qui en feront les frais. Pourtant, les représentants français, par la voix du ministre RPR Alain Juppé, continuent à déclarer que les termes de ces accords sont en l'état "inacceptables".

Cet entêtement peut surprendre lorsque l'on sait que seulement 27 % des exportations agricoles françaises, représentant une valeur globale de 55 milliards de francs (dont seulement 20 milliards pour les produits subventionnés), sont concernés par cet accord, et que par ailleurs ce volet agricole pèse de peu de poids au regard des autres produits français exportés dont le montant atteint 1 415 milliards.

Au-delà de la question des accords du GATT, qu'espèrent obtenir Balladur et son gouvernement, en maintenant la pression ? Sans doute souhaiteraient-ils un maximum de concessions, sinon des Américains, du moins de la Communauté européenne. En particulier, ils voudraient bien obtenir que les instances européennes s'engagent à payer l'éventuelle facture, par de nouvelles aides et subventions aux agriculteurs français. Mais surtout Balladur veut faire la démonstration qu'il ne cède pas facilement et que grâce à cela il obtiendra un *"bon accord, juste et équilibré"* ; il voudrait ainsi obliger ses alliés mais aussi rivaux dans la majorité, Chirac et le RPR aussi bien que Giscard et l'UDF, à approuver la politique de son gouvernement.

Pour ces politiciens lancés dans la course des "présidentiables", une petite victoire sur ce terrain n'est pas à négliger, et elle vaut bien tout ce théâtre autour de l'affaire du GATT. Après avoir obtenu "l'exception culturelle", Balladur et quelques autres pourront toujours se recycler dans la mise en scène....

R.M.

Eurodisney

LES ACTIONS CHUTENT, PAS LES PROFITS

GAMMA/STEVENS

Le directeur d'Eurodisney, Bourguignon, et le patron de la firme US, Fitz Patrick. La communication passe... l'argent aussi !

Eurodisney va mal, paraît-il. L'exploitation du parc ne rapporterait pas ce qui a été prévu. Non pas que le nombre de visiteurs soit insuffisant, mais ceux-ci ne dépenseraient pas assez à l'intérieur même du parc. Alors, les dettes s'accumuleraient, plus de 5 milliards de francs pour l'année passée et Walt Disney a menacé de se retirer de l'affaire.

En tout cas, cette affaire a donné l'occasion à de nombreux journalistes de montrer comment la firme américaine Walt Disney avait, lorsqu'elle créa Eurodisney, réalisé un montage quasi-magique pour protéger au mieux ses intérêts.

La maison mère, la Compagnie Walt Disney, avait créé trois sociétés. La première, Eurodisney SCA, cotée à la Bourse de Paris, est contrôlée à 49 % par Walt Disney. Elle a été chargée de la construction et de l'exploitation du parc de Marne-la-Vallée. Le capital de la seconde, Eurodisney SNC, est contrôlée à 17 % par la Compagnie Walt Disney et pour le reste par des banques françaises au nombre desquelles figurent la BNP et Indosuez. La troisième, Eurodisney SA, une filiale à 100 % de Walt Disney, a été chargée de la gérance des deux premières.

Par des jeux de vente, de revente, de location, de prêt-bail entre les trois sociétés, et avec des crédits qui venaient des banques présentes dans la société Eurodisney SNC, la compagnie américaine a donc réussi le coup suivant : avec un investissement initial estimé à environ 2 milliards de francs seulement, elle a fait construire un parc qui a coûté entre 22 et 24 milliards de francs, financé principalement par les banques et les fonds publics français. Et si l'ensemble des trois sociétés a fait des pertes ces deux dernières années, cela n'a pas empêché Walt Disney, la société mère, de toucher pendant ce temps près d'un demi-milliard de royalties.

Au cas où la Compagnie Walt Disney en viendrait à se retirer, même en revendant à perte ses parts de sociétés, elle récupérerait donc largement sa mise. Ce qui ne l'empêchera nullement de demander aux banques ou à l'Etat français de rajouter quelques milliards supplémentaires.

Cet exemple de montage financier montre bien comment les trusts les plus importants se débrouillent pour tirer leur épingle du jeu. On peut parier d'ailleurs que ceux qui perdront le plus ne seront pas les grosses banques impliquées mais les "petits porteurs", à qui elles ont fait miroiter des gains possibles sur les actions qu'elles leur vendaient.

L'action Eurodisney a ainsi nettement chuté jusqu'à 23,70 francs. Lorsque le titre Eurodisney avait été coté en Bourse en 1989, il valait 72 francs. Quelques semaines avant l'ouverture du parc, en avril 1992, il était monté à 165 francs. La chute est donc bien réelle mais elle ne signifie pas que la Compagnie Walt Disney ou les banques y perdront quoi que ce soit. Ce sont peut-être elles qui sont à l'origine de tout le bruit fait autour des pertes d'Eurodisney et de la baisse du cours des actions, une baisse qui peut leur permettre de les racheter à bas prix. Quelques heures après que le titre Eurodisney a atteint son cours le plus bas, l'action est d'ailleurs subitement remontée, laissant un bénéfice de 43 millions de francs à ceux qui ont raflé plus de 5 millions d'actions à bas prix !

En tout cas, ceux qui ont déjà payé sont l'Etat et les collectivités locales qui, avec l'argent des contribuables, ont versé entre 10 et 15 milliards de francs pour les infrastructures routières et ferroviaires, la vente des terrains au-dessous du prix du marché, des emprunts à taux préférentiels... Et puis, les travailleurs ont aussi déjà donné — leurs conditions de travail et de salaires à Eurodisney ont souvent été décrites dans notre journal. Et voilà qu'ils sont encore menacés de devoir donner un peu plus : un "plan social" prévoyant 950 suppressions d'emplois est en discussion !

Sylvie FRIEDMAN

AFP

Les PDG de Renault et de Volvo lors de l'annonce de la fusion. Mais avec les mariages d'argent, il faut se méfier !

RENAULT-VOLVO LE DIVORCE ?

Abandonnée l'idée du mariage. Renault ne couchera pas Volvo sur ses bilans financiers, et réciproquement. Ainsi en ont décidé les actionnaires de Volvo qui, majoritairement, ont annulé leur assemblée générale qui devait se prononcer sur la fusion des deux groupes au 1er janvier prochain.

Du coup, le PDG de Volvo, Pehr Gyllenhammar, a démissionné de toutes ses fonctions dans le groupe suédois. Lui qui avait si bien réussi dans les affaires, en épousant la fille du patron de Volvo, vient d'échouer dans son objectif de sceller l'union Renault-Volvo par un mariage moins traditionnel. Pehr Gyllenhammar ne quitte tout de même pas Volvo sa chemise à la main, il conserve une confortable présence dans une demi-douzaine de conseils d'administration de banques et de multinationales.

L'union Renault-Volvo est-elle définitivement rompue ? Après un communiqué du conseil d'administration de Volvo estimant tout de même que la fusion *"serait le meilleur moyen d'assurer, à long terme, le développement des activités automobiles de Volvo"*, le gouvernement français laissait entendre en tout cas qu'il serait prêt, plus tard, à reprendre les négociations. Mais le conseil d'administration de la firme suédoise pensait-il toujours à Renault ou bien à Rover ou à Mitsubishi, comme certains le laissent entendre ?

Quoi qu'il en soit, les semaines précédant la dernière décision des actionnaires de Volvo ont connu en Suède, dans une certaine presse au moins, une poussée de nationalisme. Pour le quotidien *Expressen*, *"le PDG de Volvo, Pehr Gyllenhammar a trahi la Suède"*, ou encore il faudrait *"sauver Volvo pour sauver la mère patrie suédoise"*. Et d'inciter les actionnaires, poussés sans doute par ceux-là mêmes qui, au sein de Volvo, s'opposaient à la politique du PDG, à refuser tout mariage avec Renault.

Parmi les arguments avancés pour refuser la fusion, l'un vaut d'être relevé : un des principaux actionnaires de Volvo craignait que l'actionnaire de Renault, l'Etat français, ne soit pas en mesure de s'opposer efficacement aux travailleurs. Comment peut-on faire confiance à l'Etat français, disait-il en substance, lui qui a cédé aux grévistes d'Air France alors que la politique mise en oeuvre par la direction de la société de transport aérien était économiquement justifiée ? Et en France, le journal pro-patronal *Les Echos* de reprendre les mêmes critiques en écrivant dans son numéro du 3-4 décembre, à propos du divorce Renault-Volvo justement : *"Le conflit d'Air France, dont on ne mesurera jamais assez les dégâts qu'il a provoqués sur l'image de la France à l'extérieur de nos frontières, est survenu au plus mauvais moment, pour jouer le rôle de repoussoir."*

En somme, Balladur serait encore trop mou, ou les travailleurs de France encore trop durs, on ne sait pas ! En l'occurrence on se demande surtout s'ils ne servent pas de prétexte pour couvrir les vraies raisons du divorce. Cela pourrait être un règlement de compte au sein de la direction de Volvo et, au-delà, les éternelles hésitations des grands trusts comme Volvo, Renault ou d'autres, entre l'internationalisation que la taille des marchés d'aujourd'hui rend nécessaire, et la bienfaisante protection de leur Etat et de leur marché national.

Quand les relations Renault-Volvo étaient au beau fixe, il avait été annoncé que l'union permettrait entre 30 et 42 milliards de francs d'économies d'ici à la fin du siècle, qui auraient dû être réalisées, comme toujours, par l'augmentation de la productivité et la baisse des effectifs, dans un nouveau groupe où la fusion des services aurait abouti, dans la logique patronale, à un "surcroît" de travailleurs. Mais le divorce, s'il a réellement lieu, lui aussi, ne se fera pas sans frais, ni pour Renault, ni pour Volvo. Renault, par exemple, devra rembourser à Volvo près de six milliards de francs que la firme suédoise lui avait versés en 1991 pour équilibrer les avoirs des deux entreprises dans le futur groupe commun. Nul doute que l'on verra donc Renault invoquer cette "perte" pour s'opposer aux revendications ouvrières... et Volvo faire de même en Suède.

Et si les travailleurs s'unissaient par-delà les frontières, pour refuser de faire les frais des affaires de famille de leurs patrons ?

Georges LATTIER

Nouvel accident mortel à la SNCF

LE VANDALISME A BON DOS

☐ Le 1er décembre, à Saint-Leu d'Esserent dans l'Oise, le déraillement d'un autorail de la ligne Paris-Creil, suivi de sa collision avec une rame arrivant en sens inverse sur la voie parallèle, faisait quatre morts (le conducteur de l'autorail et trois lycéens) et une trentaine de blessés, dont dix gravement.

En moins de quinze jours, c'était là le troisième accident très grave à la SNCF. Et comme à l'habitude, la direction de celle-ci s'empressait d'accréditer la première explication venue, celle lui permettant de dégager sa responsabilité. Jacques Fournier, le président de la SNCF, venu sur les lieux quelques heures après l'accident, expliquait ainsi que la thèse du vandalisme, de *"l'origine criminelle"* de la catastrophe (une pièce d'acier de 20 kg posée sur les rails ayant entraîné le déraillement), se confirmait : *"Dans l'état actuel des investigations, il n'y aurait pas d'autre explication"*. Une enquête pouvait alors être ouverte.

Seulement, ce n'est pas si simple. Et des témoignages sont là pour rappeler que, s'il y a vandalisme anonyme, il n'est certainement pas seul en cause dans cet accident. Ainsi, Danielle Ducros, maire PCF de Saint-Leu d'Esserent, a dénoncé devant les caméras de télévision l'état d'abandon dans lequel est laissée la gare de sa commune et ses environs. Elle expliquait par ailleurs que *"le fait que les terrains SNCF ne soient plus entretenus, ni protégés par des barrières, incite certains jeunes à s'y rassembler. Des matériaux traînent un peu partout..."* Certains témoins ont même qualifié les abords des voies *"dans un rayon de 500 mètres autour de la gare"* comme une *"véritable cour des miracles"*. Ce qui ne rend quand même pas tout à fait le même son que les déclarations des responsables et autres techniciens SNCF, qualifiant les pièces d'acier semblables à celle qui fit apparemment dérailler le train comme *"stockées"* sur le ballast...

AFP

En fait de stockage, il vaudrait mieux parler d'abandon, de négligence. Car il est notoire pour tous les cheminots que, depuis des années maintenant, l'entretien et le nettoyage des voies ne sont plus assurés correctement, pour cause de réduction des effectifs. Et il faut bien constater encore une fois que ce sont les lignes de banlieue, les lignes secondaires, qui subissent les effets de cette politique d'économie. Et c'est celle-ci d'abord, qui vient de faire, à Saint-Leu d'Esserent, quatre nouvelles victimes.

L.P.

Grande-Bretagne

NOUVELLE VAGUE D'AUSTÉRITÉ

Depuis plusieurs mois le gouvernement Major, par presse interposée, préparait l'opinion à une aggravation sensible de l'austérité. Aussi le budget présenté le 2 décembre à la Chambre des Communes par le ministre des Finances, Kenneth Baker, n'a-t-il surpris personne en s'attaquant par toute une série de mesures à la classe ouvrière.

La première cible choisie par le gouvernement est la couverture sociale des chômeurs. L'indemnité chômage disparaît pour être remplacée par une "allocation de demandeur d'emploi". Et il ne s'agit pas seulement d'un tour de passe-passe au niveau du vocabulaire puisque la nouvelle allocation, dont le montant reste identique (1 800 F par mois environ), ne sera versée que pendant six mois au lieu d'un an.

Passé ce délai de six mois, les chômeurs tomberont dans le régime général de l'aide sociale. Ils pourront encore bénéficier d'allocations d'un montant comparable, mais ce ne sera plus de droit : il leur faudra apporter la preuve qu'ils n'ont pas d'autres ressources. En particulier, les chômeurs qui habitent avec des parents, compagnes ou époux ayant un revenu, perdront tout ou partie de leurs indemnités. De même les licenciés économiques des grandes entreprises perdront toute allocation tant qu'ils auront plus de 27 000 F sur leur compte en banque, c'est-à-dire en fait tant qu'ils n'auront pas épuisé leurs indemnités de licenciement.

Par ailleurs, bien que le Parti conservateur se soit toujours targué d'être le parti du contribuable, tous les prélèvements fiscaux sont portés à la hausse.

Là encore, les plus touchés seront les travailleurs. On estime que 200 000 foyers exemptés d'impôts devront en payer en 1994 par le seul jeu de la non-réévalutation du seuil d'imposition. Les pensions d'invalidité deviennent par ailleurs soumises à l'impôt, tandis que l'impôt social payé par les seuls salariés passe de 9 à 10 % du salaire. Le nouveau mode de calcul de l'impôt sur le revenu frappera plus lourdement les salariés du bas de l'échelle – pour un couple d'ouvriers qualifiés ayant un emploi, cela représentera environ 2 500 F de plus à payer sur l'année. A quoi s'ajoutera une hausse moyenne des impôts locaux de 7 %, mais dont on prévoit qu'elle atteindra 20 % et plus dans les grandes villes ouvrières.

De toutes ces mesures, la plus impopulaire et celle qui frappe les plus pauvres est l'imposition de la TVA sur le gaz et l'électricité domestiques (8 % cette année, 17,5 % l'an prochain), mesure qui avait déjà été annoncée dans le précédent budget et que le gouvernement prétend "amortir" par une "prime" de... 230 F par an pour les seules personnes âgées.

L'âge de la retraite pour les femmes passera progressivement de 60 ans à 65 ans d'ici à l'année 2010, ceci sous le prétexte hypocrite d'obéir au principe d'égalité entre les sexes qui figure dans les règlements européens. Là encore, il s'agit d'une mesure annoncée de longue date, et plusieurs fois reculée par peur d'un retour de manivelle électoral.

Enfin, en plus de ces mesures, un programme de réductions budgétaires est annoncé, visant à faire 90 milliards de francs d'économie sur les trois années à venir. Pour l'instant, aucune précision n'est donnée sur la nature de ces réductions, sauf dans un domaine : les salaires du secteur public seront gelés pour trois ans.

Reste à savoir si toutes les mesures annoncées seront effectivement appliquées. Au cours de la dernière décennie, le gouvernement conservateur a en effet pris l'habitude de se servir de l'annonce du budget pour lancer des ballons d'essai, quitte à battre en retraite plus ou moins dignement suivant les réactions de l'opinion.

D'ores et déjà, nombre de commentateurs ont comparé ce budget à celui du gouvernement "national" de 1931 qui avait réduit les allocations chômage en pleine Dépression. Peu d'entre eux ont poussé le parallèle jusqu'à rappeler que ce même gouvernement "national" dut finalement remballer peu à peu ses attaques contre les chômeurs face aux manifestations organisées par les militants du Parti Communiste d'alors, tant en Angleterre qu'en Irlande du Nord.

En 1994, comme dans les années Trente, c'est bien des réactions de la classe ouvrière et de sa capacité à faire entendre sa colère dans la rue, que dépendra la mise en application ou non de cette nouvelle vague d'austérité.

François ROULEAU

Ile de la Réunion

RMISTES = MAIN-D'ŒUVRE À BON MARCHÉ

A La Réunion, le RMI a été mis en place au départ par le gouvernement socialiste, pour parer à une éventuelle explosion sociale ; comme en métropole, sans doute, mais plus encore dans l'île vu la situation. Les émeutes du Chaudron, il y a un ou deux ans, ont d'ailleurs ravivé cette crainte.

Aujourd'hui, 45 000 personnes touchent le RMI à La Réunion, une famille sur quatre. Et il n'a pas fallu longtemps pour que les RMIstes soient traités de paresseux, de bons à rien, d'assistés, etc.

Gros et petits patrons, politiciens locaux ou ministres entonnent en chœur ce refrain. Leur objectif est clair : parvenir à mettre de la main-d'œuvre sous-payée, voire gratuite, sur le marché de l'emploi comme ils disent.

Déjà, il y a plus d'un an, le préfet voulait mettre les RMIstes à la coupe de la canne. Mais son projet avait avorté. Aujourd'hui, par la voix de Dominique Perben, ministre des DOM-TOM, le gouvernement revient sur le sujet. Au nom du bon sens, celui des patrons et des gouvernants à leur service s'entend, il faudrait paraît-il que les RMIstes soient mis à des travaux dits d'intérêt général. Le ministre n'a pas encore précisé ce qu'il osera demander en temps et en travail pour 1 500 F à 1 800 F par mois, montant du RMI à La Réunion, encore plus bas qu'en métropole.

Dans le même temps, Perben annonce qu'il ne faut plus compter sur l'alignement du SMIC réunionnais sur le SMIC métropolitain en 1995. Le premier est pourtant toujours inférieur de 20% au second. Mais *"il faut dire clairement les choses aux Réunionnais : augmenter le SMIC, c'est créer immédiatement de nouveaux chômeurs"*.

Il s'agit donc de faire pression sur les salaires de toutes les manières possibles. On comprend bien, dès lors, ce que peut être l'opération *"RMIstes au travail"*. Il s'agit "d'innover" dans les travaux sous-payés pour les collectivités locales et, une fois que la chose serait passée dans les mœurs, de faire bénéficier les entreprises de cette aubaine.

Il vaut la peine de signaler que, selon le Parti Communiste Réunionnais, il conviendrait d'étudier cela au cas par cas. Selon lui, il est vrai que certaines entreprises ne pourraient pas supporter une augmentation du SMIC. On le voit, le PCR est à l'écoute des préoccupations des patrons, et tant pis pour les intérêts généraux des travailleurs et des pauvres.

Le gouvernement fait peut-être son travail de représentant des bourgeois en s'efforçant de mettre les travailleurs à la disposition des patrons petits et grands, au plus bas coût. Dommage que les partis qui prétendent encore représenter la classe ouvrière et la population pauvre oublient quel devrait être le leur.

Gamma

Les travailleurs de La Réunion sont menacés par leurs exploiteurs qui font pression sur les salaires.

Gamma

ELTSINE ET "SES" ÉLECTIONS

Russie

Shone/Gamma

Les leaders de partis qui se présentent ou essaient de se présenter aux élections.

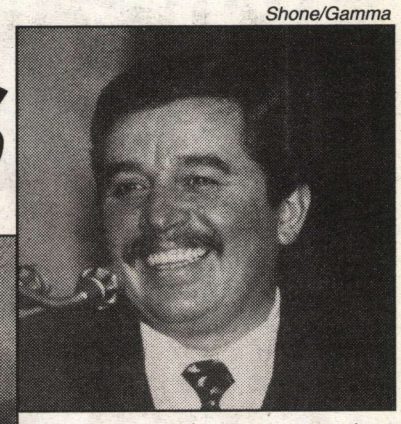
Zyougamov (Parti communiste)

Shone/Gamma

Jirimovski (Parti-démocratique)

Shone/Gamma

Sobtchak et Volsky.



Shone/Gamma

Charkhaï (parti de l'Unité et de l'Entente).

Eltsine a menacé d'interdire de faire campagne aux partis et candidats qui se prononceraient... contre son projet de Constitution. Les électeurs étaient appelés à se prononcer sur ce sujet le 12 décembre en même temps qu'ils devaient élire des députés. Mais le président de la République russe et ses conseillers préfèreraient qu'il n'y ait qu'un son de cloche qui se fasse entendre : le leur.

La diatribe du président contre le Parti Communiste de la Fédération de Russie et un autre petit parti, jugés coupables du crime de lèse-projet présidentiel, n'a apparemment guère soulevé d'émotion dans une population que le scrutin semblait laisser indifférente – et en tout cas convaincue qu'il ne changerait rien aux problèmes de la vie sinon de la survie quotidienne. L'éventuelle interdiction d'antenne de partis qui, quand ils n'émanent pas du premier cercle des partisans d'Eltsine, n'ont déjà pratiquement pas accès aux médias, n'est finalement qu'une illustration de plus de la conception qu'Eltsine et son entourage ont de la "démocratie" et que les gouvernements occidentaux plébiscitent sans réserve.

LA DÉMOCRATIE, SELON ELTSINE ET L'OCCIDENT

Ainsi le chancelier Kohl, en visite à Moscou fin novembre, affirmait au nom des dirigeants de l'Europe de l'Ouest qu'il soutenait *"la politique de réformes de Boris Eltsine dirigée vers la constitution d'un Etat de droit, la garantie d'un régime démocratique et d'une véritable économie de marché"*. A ce titre, il demandait à l'Occident de ne pas *"mesurer au milligramme près le caractère démocratique de telle ou telle décision du président russe"*.

Et, en effet, coup sur coup, le Kremlin a procédé à l'interdiction préalable de plusieurs partis, puis à l'instauration d'une course d'obstacles pré-électorale (notamment, l'obligation de recueillir les signatures d'au moins 1 % des inscrits d'une circonscription, ou de 100 000 électeurs, à l'échelle nationale, une commission vérifiant ensuite le soutien des signataires à la liste présentée) et a monopolisé les chaînes de télévision centrales pour ses candidats. Au passage, Choix de la Russie, le rassemblement électoral du premier vice-Premier ministre, Egor Gaïdar, qui se présente comme le "parti du président", a un peu forcé la main de banques russes et d'un organisme américain censé aider aux privatisations, pour qu'ils transfèrent des fonds dans la cassette électorale dudit Choix de la Russie.

C'est après tout cela que le ministre chargé du *"bon déroulement démocratique de la campagne"* a transmis à la Commission de propagande une demande d'invalidation des partis opposés à la Constitution eltsinienne. Ledit ministre est un certain Choumeïko – le même qu'Eltsine avait dû limoger, en septembre, après une campagne de presse le dénonçant comme un corrompu notoire et qui, aujourd'hui revenu au gouvernement, est chargé du contrôle de la presse !

LE PROBLÈME DU KREMLIN

Que tout soit fait pour aboutir à une victoire électorale du camp eltsinien, c'est évident. Mais que cela débouche sur une victoire évidente permettant un renforcement du pouvoir central – tel est le but affirmé d'une réforme de la Constitution réduisant les prérogatives du Parlement au profit du président – c'est une autre affaire.

D'abord, parce qu'en province, les roitelets de la bureaucratie opposés au renforcement du "centre" – et d'Eltsine, pour autant qu'il incarne actuellement ce qui reste d'un pouvoir central – ont toutes les chances de voir les électeurs confirmer "démocratiquement" leur pouvoir. Ils disposent en effet dans leurs fiefs, toutes proportions gardées, des mêmes moyens qu'Eltsine à Moscou de peser sur les résultats électoraux.

On en a eu un écho dans les déclarations du président de la Commission centrale électorale, qui s'inquiétait du fait que, dans le pays, rien n'avait encore été fait... pour organiser le référendum sur la Constitution. Eltsine a bien édicté par exemple un oukaze qui a récemment dissous la République de l'Oural. Mais pour organiser son référendum dans l'Oural, la première région industrielle de Russie, il n'a pas d'autre moyen que d'en passer par ceux qui se sont érigés en "République ouralienne", ces autorités et ces dirigeants d'entreprises géantes, il y a peu encore députés fidèles au président – l'Oural était le fief d'Eltsine – mais qui se retournent actuellement contre lui.

Cette situation n'est pas propre à la province. A peine l'opposition parlementaire avait-elle été écrasée sous les obus à Moscou et les élections annoncées, que les vainqueurs, les ministres "eltsiniens", commençaient à se déchirer ouvertement entre eux. Une nouvelle fois, tout se passe comme si, à peine Eltsine est-il sur le point de se renforcer, ceux-là mêmes qui l'y avaient aidé commencent à se retourner contre lui.

Déjà, parmi les treize partis ou blocs en compétition pour le Parlement, plusieurs sont directement issus du camp "eltsinien" – le Choix de la Russie de Gaïdar, le Rassemblement de Chakhraï, le Parti Démocratique de Travkine, le Yabloko de Yavlinsky – dont l'électeur a bien du mal à voir ce qui les distingue... si ce n'est le jeu des ambitions de leurs leaders respectifs. Encore que, à l'intérieur de chaque formation, il n'y ait même pas toujours un leader incontesté : ce n'est même pas le cas du principal d'entre eux, ce Choix de la Russie – on le dit par facilité "eltsinien" –, mais il regroupe toute une brochette de politiciens estimant avoir une envergure nationale, et notamment la plupart des ministres "eltsiniens" dont les affrontements de plus en plus fréquents ont défrayé la chronique politicienne russe des dernières semaines.

Et il y a fort à parier qu'une victoire électorale du Choix de la Russie, loin de renforcer forcément Eltsine, donnerait à Gaïdar, et probablement à quelques autres, l'envie de se draper dans les résultats de ce Choix de la Russie contre l'actuel président.

Pierre LAFFITTE

LA PROCÉDURE ÉLECTORALE

Le 12 décembre, les 106 millions d'électeurs de la Fédération de Russie sont appelés à élire, selon une procédure fort compliquée, "leurs" députés.

La Douma, selon la "nouvelle" appellation du Parlement, tirée du vocabulaire tsariste (tout un symbole quant à l'étendue de pouvoirs qui lui sera accordée), sera composée de 450 députés. Elle sera élue, pour moitié, à la proportionnelle par liste de partis, et pour l'autre moitié, au suffrage majoritaire direct sur des candidats individuels.

Le Conseil de la Fédération, composé de 178 membres (une sorte de Sénat), sera lui aussi élu, mais selon des modalités qui, grosso modo, donnent à parts égales au pouvoir central et aux autorités régionales la possibilité de désigner leurs représentants.

Enfin, le 12 décembre, les électeurs devront dire aussi s'ils approuvent la Constitution qu'Eltsine a taillée sur mesure de manière à libérer de la tutelle du Parlement celui qui incarnera le pouvoir central.

Il est vrai que ce résultat ne dépendra pas d'un référendum, mais plus certainement du fait que des millions de bureaucrates acceptent un renforcement de ce pouvoir central... Ce dont tout ce à quoi l'on assiste depuis des mois permet, pour le moins, de douter.

Italie

Les élections municipales, coup d'envoi de la "seconde République"

UNE GAUCHE DE GOUVERNEMENT POUR GÉRER LE CAPITALISME EN CRISE...

Verra-t-on au printemps prochain s'installer en Italie un gouvernement dirigé par le Parti Démocratique de la Gauche, le PDS, autrement dit l'ex-Parti Communiste, face à une opposition parlementaire qui serait dominée par la Ligue du Nord et par les néo-fascistes du MSI ? C'est désormais le plus probable après les élections municipales partielles des 21 novembre et 5 décembre, qui ont vu partout la victoire des maires ayant le soutien du PDS face à des candidats MSI ou "liguistes".

Ces élections auront en effet servi de banc d'essai aux législatives anticipées qui auront lieu dans les mois qui viennent ; et cela d'un double point de vue, politique et institutionnel.

Du point de vue institutionnel, elles étaient les premières – avec celles de Milan et Turin en juin dernier – où s'appliquait un système électoral majoritaire. Il en sera de même pour les prochaines élections législatives, qui auront lieu pour la première fois suivant un mode de scrutin majoritaire "à l'anglaise" – c'est-à-dire à un seul tour –, à peine tempéré par un complément proportionnel.

C'est cette loi majoritaire qui, dans les discours, est censée instaurer une "seconde République" débarrassée des maux de la république italienne instaurée au lendemain de la guerre, et mettant fin à l'instabilité parlementaire et à la corruption généralisée. Ce "changement" est inspiré entre autres de la Vème République instaurée en France en 1958, dont on sait qu'elle mit fin à l'instabilité politique de la IVème en poussant à la constitution de regroupements de partis aussi bien à gauche qu'à droite, mais évidemment pas à la pourriture du système politique bourgeois...

La ressemblance avec 1958 en France s'arrête d'ailleurs là, car du point de vue politique, le contexte n'est guère comparable. Ces élections se placent au moment où, à la crise économique et à l'extension du chômage, s'ajoutent la crise entraînée par les enquêtes des juges de l'opération dite "mani pulite" ("Mains propres") sur la corruption des partis au pouvoir, et celles portant sur la collusion entre la Mafia et les politiciens démocrates-chrétiens. Le Parti Démocrate-Chrétien, au centre de toutes les coalitions gouvernementales depuis 1945, en sort profondément discrédité, et son principal partenaire le Parti Socialiste a presque disparu.

UN PARTI COMMUNISTE TRANSFORMÉ EN "PDS"

A gauche, on a assisté de plus ces dernières années à une évolution du parti qui en était la principale force : le Parti Communiste. La majorité de celui-ci, sous la direction d'Achille Occhetto, est devenue le PDS (Partito Democratico della Sinistra - Parti Démocratique de la gauche) abandonnant donc l'étiquette communiste, tandis qu'une minorité la maintenait en se proclamant Parti de la Refondation communiste (PRC).

Le but d'Occhetto était, en fait, la constitution d'un grand parti social-démocrate par l'unification du PDS avec le Parti Socialiste. On peut dire que l'écroulement de celui-ci lui aura facilité la tâche, car plus qu'une véritable réussite du projet politique d'Occhetto, c'est la déroute du Parti Socialiste qui lui permet maintenant d'apparaître, à gauche, comme le seul rassembleur possible de ce qu'il nomme un "pôle progressiste".

A DROITE, LIGUISTES ET FASCISTES

Mais à droite aussi, on commence à distinguer ce qui pourrait sortir du remodelage politique en cours, et cela a des couleurs plus qu'inquiétantes.

Dans le Nord de l'Italie, il y a déjà plusieurs années qu'a commencé à émerger la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, qui a construit son ascension sur une démagogie électorale à la Le Pen, dénonçant pêle-mêle la partitocratie, les impôts payés à "Rome la voleuse" ou les étrangers et les méridionaux venus chercher du travail dans le Nord et qui, selon lui, auraient mieux fait de rester chez eux. Mais voilà maintenant qu'au Sud et au Centre on assiste à l'envolée électorale d'un parti bien plus classique, puisque ce n'est autre que celui des nostalgiques de l'époque mussolinienne : le parti néo-fasciste MSI (Mouvement Social Italien).

Ce parti, s'il existe de longue date, était jusqu'à il y a peu tenu dans une sorte de ghetto par le reste du monde politique, pour qui il était réputé infréquentable. Mais cela a changé depuis quelque temps. On a vu l'ancien président de la République, Cossiga, s'afficher avec le leader du MSI, ou l'acteur Alberto Sordi évoquer sur un ton nostalgique son enfance dans les organisations de jeunesse fascistes. Aujourd'hui, on peut constater qu'à Naples ou à Rome il peut se trouver plus de 40% des électeurs pour accorder leur vote au MSI. Et la montée de ce parti au Sud apparaît comme le complément des progrès de la Ligue du Nord, une partie des électeurs de droite et du centre qui auparavant votaient pour la Démocratie-Chrétienne n'étant apparemment pas gênés de voter pour une Alessandra Mussolini à Naples ou un Gianfranco Fini (secrétaire général du MSI) à Rome.

... ET UNE DROITE FASCISANTE POUR CAPITALISER LE MÉCONTENTEMENT

OCCHETTO ANNONCE LA COULEUR

Bien sûr, il semble que le fait qu'il n'y ait plus eu le choix, au second tour, qu'entre cette droite fascisante et une gauche prête à s'allier avec n'importe qui, ait amené une partie des électeurs du centre à préférer voter pour cette dernière et ainsi à assurer son succès. C'est ce qui laisse présager, pour les prochaines élections législatives, une majorité de gauche construite autour du PDS d'Occhetto.

Mais celui-ci a annoncé par avance ce que serait alors sa politique. Occhetto, dans une interview donnée au *Monde*, a annoncé *"une nouvelle vision du capitalisme italien"* consistant à *"continuer la politique d'assainissement et de rigueur"* et à *"ne rien changer au plan de privatisations"* ; bref, à ne rien changer du tout !

On se retrouverait alors dans la situation où la gauche au gouvernement mènerait une politique d'austérité anti-ouvrière, avec une droite rejetée dans l'opposition. On a vu cela en France, avec les résultats que l'on sait. A ceci près que la droite en question serait dominée, dans les circonstances actuelles, par les néo-fascistes ou par les "liguistes" de Bossi, c'est-à-dire des gens qui n'ont rien à envier à un Le Pen, et qui ne pourraient que se renforcer en tirant partie de leur situation dans l'opposition...

Bien sûr, le MSI de Fini et d'Alessandra Mussolini cherche aujourd'hui à se présenter comme un parti de droite moderne, partisan d'une république conservatrice mais libérale et non d'un retour au temps des "chemises noires" de Mussolini. Il se déclare, non fasciste, mais "post-fasciste", mais en réalité il ne renie rien de ce passé mussolinien. Il déclare ici et là qu'un certain nombre des "valeurs" d'alors seraient bien utiles aujourd'hui à l'Italie, laissant entendre qu'il pourrait apporter l'ordre et la stabilité que cette époque peut évoquer pour des générations qui ne l'ont pas vécue et à qui on a rien dit.

LA BOURGEOISIE ITALIENNE

Le danger dans l'ascension électorale d'un parti de ce type, est dans ce que cela signifie du point de vue de la conscience de tous ces électeurs – et pas seulement des couches les plus aisées, mais aussi d'un certain électorat populaire – qui ne répugnent pas à voter pour des nostalgiques du fascisme. Il est encore plus dans le fait que la bourgeoisie elle-même pourrait avoir recours aux fascistes, cette fois, pour s'en prendre physiquement à la classe ouvrière comme cela fut la politique de Mussolini à ses débuts.

On a vu, durant la campagne électorale municipale, un magnat du grand capital italien comme Silvio Berlusconi – qui fut le patron de la Cinq en France – donner sa caution au MSI en déclarant que s'il était à Rome il voterait sans hésiter, au second tour, pour le néo-fasciste Fini. Une large fraction de la bourgeoisie italienne apporte déjà à la Ligue du Nord ou aux néo-fascistes un appui qui n'est certainement pas seulement verbal mais financier. Ce soutien peut rester dans le cadre électoral, mais il peut aussi en sortir, le jour où la bourgeoisie estimerait nécessaire d'armer des bandes fascistes pour briser les résistances de la classe ouvrière à sa politique d'austérité.

On n'en est pas là sans doute. Dans l'immédiat, la bourgeoisie italienne compte évidemment plus sur le PDS d'Occhetto pour gérer la crise. Mais qui sait ce qu'il en sera demain ? Et, dans un cas comme dans l'autre, il est plus qu'urgent pour la classe ouvrière – et pas seulement en Italie – de se doter de véritables partis de classe qui ouvrent une perspective de lutte révolutionnaire, contre le système capitaliste, au lieu de proposer de le gérer comme le fait aujourd'hui un Occhetto.

André FRYS

Bipolarisation électorale

ENTRE GAUCHE MODÉRÉE ET DROITE EXTRÊME

Les élections municipales italiennes ont eu lieu pour la première fois suivant un système électoral majoritaire, réforme qui n'a été décidée que cette année, même si la bourgeoisie italienne souhaitait depuis longtemps la mettre en place.

Le système électoral basé sur la proportionnelle presque intégrale, en vigueur tant aux élections législatives qu'aux autres niveaux – régional, provincial, communal – a été pour beaucoup dans l'instabilité politique italienne depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L'instabilité n'empêchait pas que, d'une coalition à l'autre, on retrouve pratiquement toujours les mêmes : la Démocratie-Chrétienne, le Parti Socialiste et les partis du centre. Mais l'émiettement politique entraînait de fréquentes crises gouvernementales ou, au niveau municipal, l'éclatement fréquent des majorités.

Pour cette réforme du système électoral municipal, les parlementaires n'y ont pas été de main-morte, en instaurant en fait un double système majoritaire : l'un concernant l'élection directe du maire au suffrage universel, l'autre concernant le vote pour les listes de candidats aux conseils muncipaux.

UN SYSTÈME POUSSANT AU REGROUPEMENT

Lors du premier tour, dans les communes de plus de 15 000 habitants, chaque électeur votait donc pour un candidat maire d'une part, pour la liste de son choix d'autre part. Le maire n'était élu au premier tour que s'il obtenait la majorité absolue, sinon il y avait ballotage et un second tour de scrutin. Celui-ci ne concernait plus, cette fois, que l'élection du maire et mettait aux prises les deux candidats ayant eu le plus de voix au premier tour, d'une façon analogue à ce qui se produit pour l'élection présidentielle en France.

C'est donc ce second tour de scrutin, concernant seulement les maires, qui avait lieu le 5 décembre, mettant partout aux prises un candidat de gauche et un candidat de droite et entraînant une bipolarisation qui, si elle est habituelle en France depuis l'instauration de la Vème République, était un fait nouveau en Italie.

Mais – c'est là où les choses se compliquent encore –, cette élection du maire se doublait donc d'élections aux conseils municipaux. Celles-ci n'ont eu qu'un tour, le 21 novembre, et se sont déroulées suivant un scrutin de liste dans lequel, là aussi, était introduite pour la première fois une "prime" majoritaire. Les listes s'étant engagées par avance à soutenir tel candidat maire étaient assurées, en cas d'élection de celui-ci, d'obtenir plus d'élus qu'ils n'en auraient eu selon une stricte répartition proportionnelle.

Le système a été conçu, bien sûr, pour pousser les partis à se regrouper et à constituer des majorités municipales correspondant à la couleur politique du maire élu ; – même si en théorie il est possible, dans certains cas, qu'un maire élu se retrouve avec une majorité municipale opposée.

AUTOUR DU PDS, UNE "GAUCHE" BIEN FUMEUSE

C'est à gauche que le résultat a été le plus voyant, puisque le nouveau système a amené la constitution, dans pratiquement toutes les grandes villes, de coalitions de partis autour du PDS, l'ex-Parti Communiste d'Occhetto. Celui-ci, en tant que principale force électorale de la gauche italienne – d'autant plus après l'écroulement du Parti Socialiste déconsidéré par les scandales et les enquêtes sur la corruption – apparaissait comme le pivot obligé de ces coalitions. Mais celles-ci n'étaient pas pour autant constituées toujours derrière un maire du PDS.

Ainsi, à Naples, le candidat maire de la coalition de gauche était bien un dirigeant du PDS, Antonio Bassolino. Mais à Rome, c'était un Vert, Francesco Rutelli. Dans la plupart des autres grandes villes, le PDS avait, de même, préféré s'effacer derrière des personnalités non liées à un parti et donnant un visage rassurant, propre à attirer l'électorat modéré : le magistrat Adriano Sansa à Gênes, l'industriel Riccardo Illy à Trieste, le philosophe Massimo Cacciari à Venise… A Palerme, il appuyait le candidat de la "Rete" – parti anti-mafia – Leoluca Orlando, qui a été élu dès le premier tour avec 75% des voix.

Si l'on peut dire que le PDS est le gagnant du scrutin, c'est donc plus parce que le système majoritaire d'une part, la quasi-disparition politique du Parti Socialiste d'autre part, en ont fait le seul pivot possible pour des alliances de gauche, que parce qu'il aurait bénéficié en tant que parti d'un fort apport de voix. Ce n'est pas le cas, comme on le voit dans le résultat des votes par listes.

Et les autres gagnants du scrutin sont, à droite, le MSI néo-fasciste et la Ligue du Nord, même si leurs candidats maires ne sont pas élus. Dans le Sud et le Centre, le MSI s'est affirmé comme le parti pouvant dominer la droite. Dans le Nord, c'est la Ligue du Nord d'Umberto Bossi – qui a basé son ascension de ces dernières années sur des campagnes souvent racistes, xénophobes et anti-méridionales – qui a joué le même rôle.

La première forme qu'a prise l'affrontement gauche-droite en Italie, dans ces élections municipales, a donc été celle d'une gauche s'étant donnée les couleurs les plus modérées face à une droite qui, au contraire, avait pris le visage le plus extrême. C'est sans doute ce qui a, au second tour du scrutin, entraîné partout la victoire de cette "gauche", l'électorat du centre ayant préféré voter pour celle-ci que pour un candidat néo-fasciste ou "liguiste". Mais c'est un vote qui en fait n'a pas grand-chose, on le voit, d'une "poussée à gauche" ni d'un raz-de-marée en faveur du PDS. Les listes de celui-ci ne gagnent que quelques points en pourcentage.

Enfin, sur sa gauche, le PDS avait à faire au PRC, le Parti de la Refondation Communiste, autrement dit la fraction de l'ex-PC qui a refusé d'abandonner l'étiquette communiste. Suivant les situations, celui-ci présentait son propre candidat au poste de maire, ou bien s'était rallié dès le premier tour au candidat du PDS afin de bénéficier de la "prime" majoritaire. Mais dans tous les cas, il semble bien près de se rallier à cette "Union de la gauche" à l'italienne qui est en train de se mettre en place. On peut dire qu'il y serait alors l'otage du PDS et d'Occhetto à peu près de la même façon qu'en 1981 en France, le PCF a été l'otage de Mitterrand et du Parti Socialiste...

A.F.

QUELQUES RÉSULTATS ÉLECTORAUX

• A Rome

Au premier tour, candidats maires arrivés en tête : Rutelli (soutenu par le PDS et les Verts) avec 39,4% et Fini (secrétaire général du MSI, soutenu par ce seul parti) avec 36,2% des voix. Au second tour, Rutelli élu avec 53,1% des voix.
Résultats des listes des partis : MSI 32% (contre 9,7% aux élections législatives de 1992), PDS 17,7% (18,9% en 1992), Verts 10,4% (6% aux municipales de 1989), Parti de la Refondation Communiste 7,1% (5,8% en 1992), Démocratie-Chrétienne 11,2% (27,5% en 1992)

• A Naples

Au premier tour, candidats maires arrivés en tête : Bassolino (soutenu par le PDS, les Verts et le Parti de la Refondation Communiste) avec 41,6% et Alessandra Mussolini (MSI, soutenue par ce seul parti) avec 31,1% des voix. Au second tour, Bassolino élu avec 41,6% des voix.
Résultats des listes des partis : MSI 31,2% (contre 9,5% aux élections législatives de 1992), PDS 19,8% (16,6% en 1992), Verts 3,9% (3,5% aux élections législatives de 1992), Parti de la Refondation Communiste 8,9% (5,2% en 1992), Démocratie-Chrétienne 9,9% (31,6% en 1992)

• A Gênes

Au premier tour, candidats maires arrivés en tête : Sansa (soutenu par le PDS, les Verts et quelques autres) avec 43,8% et Enrico Serra (Ligue du Nord, soutenu par ce seul parti) avec 25,7% des voix. Au second tour, Sansa élu avec 59,29% des voix.
Résultats des listes des partis : Ligue du Nord 29,2% (contre 14% aux élections législatives de 1992), PDS 25,2% (21,9% en 1992), Verts 3,8% (5,7% aux élections municipales 1990), Parti de la Refondation Communiste 7,5% (7,7% en 1992), Démocratie-Chrétienne devenue les "Populaires" 9,3% (17% en 1992)

Rhône-Poulenc Belle-Étoile (Saint-Fons)

LA REPRISE DU TRAVAIL À L'ATELIER DMT-H

UNE GRÈVE QUI A CHANGÉ LE CLIMAT

En grève à partir du vendredi 19 novembre, les travailleurs de l'atelier DMT-H de Rhône-Poulenc Belle-Etoile à Saint-Fons ont repris le travail jeudi 25. Ils demandaient l'embauche d'un intérimaire, le remplacement intégral des salariés partant en préretraite à mi-temps, le coefficient 205 pour ceux qui ne l'ont pas encore, une augmentation de 500 francs pour tous et le rétablissement d'une prime de laboratoire.

Pour faire céder la direction, les 35 salariés travaillant en 4 x 8 ont décidé d'arrêter l'installation.

Réunis en assemblée générale tous les jours, les ouvriers du DMT-H ont commencé à faire des tournées dans les autres ateliers, propageant l'idée de la grève pour les salaires et invitant les autres travailleurs à poser leurs revendications.

C'était la première fois que cet atelier s'arrêtait pour cause de grève. Jusqu'au dernier moment, la direction avait misé sur le fait que les salariés n'oseraient pas. Sentant que la grève était sérieuse et risquait de durer suffisamment pour bloquer une partie de l'usine, elle décidait de faire venir du produit de son concurrent allemand pour alimenter l'atelier Poly TG.

Mercredi 24 novembre, voyant des citernes venues d'Allemagne entrer dans l'usine et être dépotées, les grévistes faisaient sortir les camions et décidaient de les bloquer au portail. Trois fois de suite, le chef du personnel demanda aux chauffeurs des camions de rentrer dans l'usine. Ceux-ci refusant pour ne pas briser notre grève, la direction dut faire appeler les chauffeurs par leur patron en Allemagne, et après une heure de menaces la société allemande de transports imposa aux chauffeurs de se présenter devant les portails.

C'est à ce moment qu'un responsable CGT se présenta et demanda aux travailleurs de lever le piquet en signe de bonne volonté car il avait eu au téléphone un membre de la direction de RP à Paris et des engagements qu'une réponse positive serait donnée dans la soirée aux revendications. Il y eut de violentes discussions mais la majorité des présents ne voulut pas s'opposer à la CGT.

Jeudi 25 novembre, lors de l'assemblée générale du matin, les travailleurs demandèrent des explications aux responsables de la CGT et se rendirent compte que celle-ci ne voulait pas vraiment de la grève, mettant surtout l'accent sur les difficultés de l'atelier qui *"perdait de l'argent"*. Mais faire grève contre l'avis des syndicats, personne n'y était décidé et lors du vote de l'après-midi, la grande majorité se prononça pour la reprise du travail.

Les travailleurs n'ont pas repris sans rien : les dates de passage au coefficient supérieur ont été avancées et la moitié de l'augmentation correspondante versée de façon anticipée. Sept personnes verront leur salaire réévalué de 10 à 140 francs et dix heures de grève sont payées. Mais surtout le climat a un peu changé dans l'entreprise : à l'atelier Poly TG, les quatre équipes ont fait signer une pétition reprenant les revendications de salaires, en y ajoutant leurs revendications de secteur. La direction a tout de suite annoncé qu'elle était prête à engager des discussions avec les salariés et que, d'ores et déjà, elle accordait les mêmes choses qu'elle avait accordées au DMT-H.

La grève des travailleurs du DMT-H a coûté 3 millions de francs par jour à la direction et aujourd'hui elle se méfie. Dès qu'il y a le moindre problème dans un secteur, la consigne des chefs est de faire remonter et de calmer les gens en cédant sur de petites revendications. Il n'est pas dit que la direction retrouve le calme social auquel elle était habituée.

Correspondant LO

Renault (Flins - 78)

SANCTIONS... ET RÉACTIONS

A Renault-Flins, depuis un certain temps, les licenciements se multiplient ; ils sont précédés par toute une série de sanctions, dont avertissements, mises à pied, etc. Alors, autant dire que les travailleurs sont très méfiants par rapport à ces sanctions.

C'est ainsi que lundi 29 novembre à 21 heures, une cinquantaine de travailleurs de Peinture, près de la moitié de ceux qui travaillent en production, cessaient le travail. Ils protestaient contre l'avertissement infligé par le chef d'atelier à un de leurs camarades. Celui-ci, prétendait le chef, n'aurait pas fait correctement son travail.

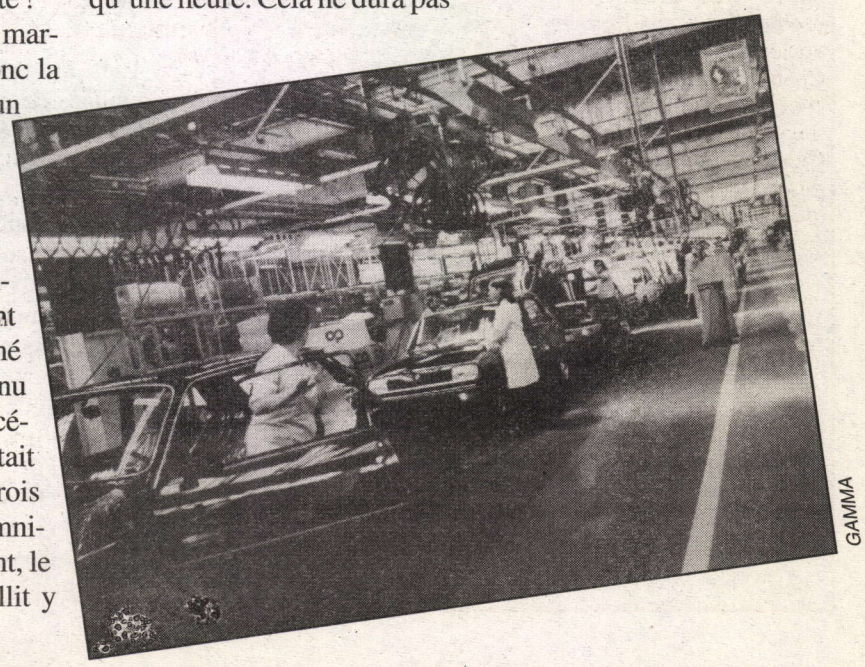
Mais nous en Peinture, nous ne voyions aucune raison à cet avertissement, et le débrayage dura toute l'équipe du soir, c'est-à-dire jusqu'à deux heures du matin. Nous fîmes ensemble plusieurs fois le tour de l'atelier, entraînant quelques hésitants, et une délégation fut reçue par la direction du secteur. Les travailleurs exigeaient le retrait de l'avertissement, mais la direction, bien que très hésitante, ne cédait pas.

Le lendemain, à l'équipe d'après-midi, un débrayage de solidarité eut lieu pendant une heure et demie jusqu'à l'arrivée de l'équipe du soir. Une centaine de travailleurs se rassemblèrent et le chef d'atelier responsable de la sanction... et de la grève, passant malencontreusement à proximité, se fit copieusement huer par l'ensemble de l'atelier. Il dut alors conclure que la meilleure retraite, c'est toujours la fuite !

L'équipe du soir de ce mardi 30 novembre reprit donc la grève. Mais estimant qu'un bon avertissement avait été donné à Renault, elle reprit finalement le travail à 23 h 30.

La sanction a été maintenue, mais le représentant de la direction a affirmé qu'il n'en serait pas tenu compte, et qu'aucune procédure de licenciement n'était engagée. Par ailleurs, trois heures de grève sont indemnisées. Après ce mouvement, le moral était bon, et il faillit y avoir une nouvelle alerte, à minuit, lorsqu'un chef un peu fatigué fit courir le bruit que Renault ne paierait finalement qu'une heure. Cela ne dura pas longtemps ; les travailleurs ayant commencé à se rapprocher, il dut vite rectifier...

Correspondant LO

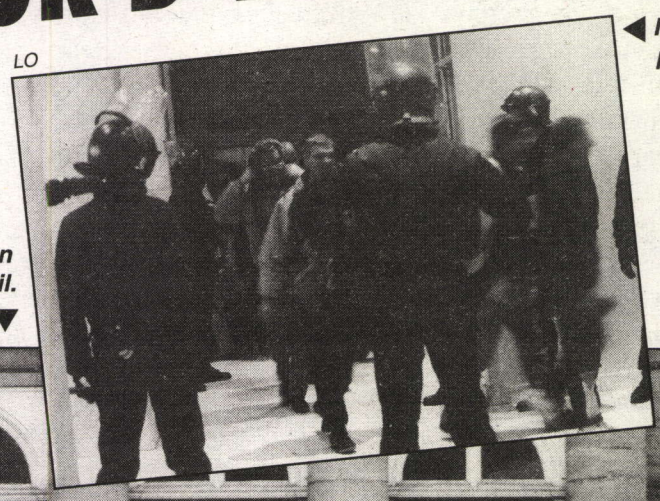


GAMMA

Après avoir investi deux ministères le 2 décembre

LES TRAVAILLEURS DE CHAUSSON MOBILISENT LE BASSIN CREILLOIS AUTOUR D'EUX

Après la réussite, vendredi 26 novembre, du blocage de la gare du Nord, que la SNCF a popularisé malgré elle le lundi matin en distribuant aux usagers des milliers de tracts pour mettre en cause les travailleurs de Chausson, ceux-ci, renforcés par ce succès, avaient décidé de maintenir leur mobilisation tant à Creil qu'à Gennevilliers.



LO

◀ *Intervention policière au ministère des Affaires sociales.*

Les salariés de Chausson au ministère du Travail. ▼

AFP

LES DISCOURS DU MINISTRE SUSCITENT L'INDIGNATION

Le 1er décembre, le ministre de l'Industrie Longuet a pris la parole à l'Assemblée nationale pour parler de Chausson. Tout son discours visait à montrer que le gouvernement était prêt à user de ses prérogatives d'actionnaire vis-à-vis de Renault pour lui imposer... *"une prolongation d'activité chez Chausson"*. Il ajoutait, en évoquant indirectement les 661 licenciements en cours et leur caractère inéluctable, selon lui, que les travailleurs de Chausson bénéficieraient *"d'un plan social exemplaire"*.

En réalité, tout cela n'était que faux semblants et mensonges éhontés. Faux semblants car quand Longuet parle de "prolongation d'activité" les mots sont pesés : il s'agit de prolonger de quelques mois l'activité de Creil avant la fermeture totale. Et encore, à condition qu'on laisse s'opérer les licenciements. C'est toute la nuance de l'expression "prolongation d'activité".

Quant au "plan social exemplaire", il faut vraiment avoir une presse et des télés aux ordres pour oser sortir de tels mensonges provocateurs en ce qui concerne Chausson car à l'heure actuelle, avec la complicité du gouvernement, ce qui est exemplaire chez Chausson est la violation des garanties minimums contenues dans la loi : tentative de prélicencier plusieurs centaines de travailleurs en les renvoyant chez eux avant même que le Tribunal de commerce se soit prononcé ; rien dans le plan social, pas même un seul reclassement, contrairement aux dispositions légales existantes depuis début 1993. Et tout cela sous les auspices du gouvernement !

Les travailleurs ont été révoltés par de tels mensonges, et ils ont pu juger dès le lendemain 2 décembre ce que voulait dire le traitement social "exemplaire".

UNE MOBILISATION POLICIÈRE "EXEMPLAIRE" MISE EN ÉCHEC

En effet, ce jour-là des centaines, voire des milliers de policiers étaient mobilisés dans l'Oise et dans Paris pour les travailleurs de Chausson. Le préfet de l'Oise avait fait donner des ordres : les salariés de Chausson ne devaient pas quitter Creil.

A un peu moins de 600 à Creil et plus de 200 à Gennevilliers, les travailleurs déjouèrent le dispositif policier.

A Creil, les manifestants en cars, après s'être heurtés aux gardes mobiles au péage de l'autoroute du Nord à Senlis, après avoir repoussé les gendarmes à Chantilly, et évité le dernier barrage de CRS installé sur la nationale 16 à la sortie de l'Oise, prirent avec leurs cars, FR3 et les journalistes, le chemin des écoliers par les petites routes et se retrouvèrent sans coup férir à la gare du RER de Cergy-Pontoise en direction de Paris.

DEUX MINISTÈRES INVESTIS

Pendant ce temps les manifestants de Gennevilliers avaient réussi à sortir brusquement du métro à la station Varenne et se retrouvèrent devant le ministère du Travail dans lequel ils firent irruption. Ils obtinrent une audience du chef de cabinet du ministre, après quoi ils réussirent à négocier leur départ.

Quant aux manifestants de Creil, un peu avant 18 heures, ils arrivèrent avenue de Ségur et pénétrèrent dans le ministère des Affaires sociales. Ils montèrent dans les étages en demandant à être reçus par Simone Veil pour signifier qu'ils ne voulaient pas être de futurs RMIstes. Mais, surprise, ce ministère qui est en même temps celui de la Santé regorgeait de bouteilles de vin, d'alcool, de champagne, de cigares aussi, sans parler du bon repas préparé pour les chefs de cabinet, avec entre autres du poulet aux morilles. L'attente se prolongeant, il fut de plus en plus dur de ne pas y toucher...

Alors que les discussions avaient lieu avec un membre du cabinet, les CRS arrivèrent par le dernier étage, bousculant les manifestants, pendant qu'au rez-de-chaussée d'autres CRS bloquaient une partie de ceux-ci. Après avoir attendu le feu vert et l'assurance que TF1 et France 2 feraient silence, les CRS embarquèrent 106 manifestants.

Il y a longtemps qu'on n'avait pas vu une rafle aussi importante, d'autant que les 106 manifestants furent placés en garde à vue et retenus pendant 9 heures. En réalité, cette opération ne visait pas à démarrer des poursuites et encore moins à déboucher sur un procès public; elle visait à intimider les salariés de Chausson et à leur couper l'envie de continuer à manifester.

ÉCHEC DE LA TENTATIVE D'INTIMIDATION

Mais la solidarité active des militants syndicaux de Gennevilliers alertés provoqua une cascade d'interventions. Une chaîne de solidarité fut mise sur pied pour accueillir tous les manifestants à la sortie du poste central du 14ème arrondissement et pour les ramener jusqu'à Creil après une halte sympathique à Gennevilliers. Et après cette nuit "exemplaire" tout le monde avait le moral.

Le matin même, avant la prise du travail, une assemblée de 300 travailleurs a eu lieu à Gennevilliers ; l'émotion et le mécontentement étaient grands et les trois cents en question se chargèrent de faire déguerpir la voiture de police qui traînait devant la porte.

Et dès le lundi 6 décembre, une nouvelle manifestation était décidée pour le vendredi 10. Cette fois, l'objectif est de montrer publiquement que les travailleurs de Chausson ont la sympathie de la population en transformant l'agglomération creilloise, de 10 heures du matin à 16 heures 30, en un vaste rassemblement contre la fermeture de Chausson.

Correspondant LO

CRAM (Rouen)

Pour le maintien de l'emploi d'un cadre

UNE GRÈVE DÉTERMINÉE

Mercredi 1er décembre, à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CRAM) de Rouen, nous apprenions la rupture de la période d'essai d'un jeune cadre technique ; motif *"Trop de compétences ! Il travaillerait trop avec l'informatique et ferait des lettres personnalisées au lieu de lettres types..."*. Il devait quitter l'entreprise dès le vendredi soir. La direction lui reprochait aussi de mauvais rapports avec ses collègues. L'ennui, c'est que dès le jeudi, les collègues en question à l'unanimité (employés et cadres) décidaient de faire grève après une entrevue infructueuse à la direction.

Le vendredi, ils s'adressaient à l'ensemble du personnel pour réclamer son soutien. Aussitôt, une grande émotion s'emparait de toute la CRAM et chacun proposait de faire quelque chose contre ce mauvais coup.

Forts de ce soutien unanime, ils décidaient d'appeler lundi 6 l'ensemble du personnel à se réunir le matin, appel doublé de celui des syndicats de la Caisse.

Lundi matin, nous étions 250 qui décidions d'aller demander son maintien au directeur. Celui-ci reçut une délégation et dit qu'il demandait huit jours pour réfléchir alors qu'une heure trente avait suffi pour jeter cet employé à la rue.

L'après-midi, la grève continuait avec manifestation dans les services, à la fin de laquelle les employés se retrouvaient à 500 (80 % des présents). Le directeur-adjoint maintenant la réponse, décision était prise de continuer le mardi. La télé régionale vint filmer les grévistes.

Mardi matin, 7 décembre, nous étions près de 400 à l'assemblée générale et nous retournions voir le directeur qui annonçait une décision le vendredi ou le lundi suivant. Cette réponse n'étant pas satisfaisante, la grève continuait l'après-midi ; banderoles, badges étaient confectionnés.

L'assemblée générale est permanente dans le hall du public où les assurés qui viennent montrent tous de la sympathie : *"Il y a assez de chômeurs, vous avez raison de ne pas en vouloir d'autres ; on reviendra quand vous aurez gagné"*.

A l'heure où nous écrivons, le mouvement continue. Le moral reste élevé et la détermination certaine.

Correspondant LO

MET (Massy - 91)

OÙ MÈNENT LES "RELATIONS HUMAINES" ?...

Chez M.E.T. (Matra Ericsson Télécommunication) à Massy, près de Paris, la nouvelle directrice des *"Relations humaines"*, arrivée depuis seulement cinq mois, a déjà réussi à faire l'unanimité dans l'entreprise... contre elle !

Dans un conflit qui l'a opposée à la soixantaine de licenciés de plus de 55 ans, elle avait donné toute la mesure de son mépris et de son intransigeance, ce qui n'avait d'ailleurs pas empêché ces salariés d'obtenir gain de cause.

Sans doute très vexée par ce premier échec, elle convoquait récemment le juriste du service du personnel pour un entretien préalable de licenciement. A ce cadre de 47 ans, depuis 17 ans dans l'entreprise, elle reprochait une prétendue "insuffisance professionnelle". En fait, il s'agissait pour elle de lui faire *"porter le chapeau"* dans cette affaire des plus de 55 ans et de lui faire payer ses propres tergiversations.

Après dix jours de tentatives de médiation des syndicats, nous apprenions mercredi 1er décembre que la lettre de licenciement venait d'être envoyée. Le lendemain, les quatre syndicats appelaient à un débrayage par tracts, affichettes et passage avec mégaphone dans les bureaux. A 14 h 30, trois cents personnes se retrouvaient dans le hall, soit trois fois plus que pour un débrayage habituel.

Pour de nombreux cadres, de jeunes ingénieurs et l'ensemble du service du personnel, c'était même le premier débrayage. Tous étaient révoltés par ce licenciement et les risques d'arbitraire qu'il pouvait faire peser sur chacun. Très rapidement, la DRH et son supérieur hiérarchique, le directeur administratif, se retrouvèrent au beau milieu de ces trois cents salariés en colère.

A la première prise de parole de la DRH, quelques *"démission, démission"* fusèrent. A la deuxième, tout le monde criait *"dehors ! dehors !"*. A la troisième, cela hurlait *"fous le camp !"*. Bonjour l'ambiance !

Après une heure, le directeur administratif craquait et annonçait l'annulation du licenciement, ainsi que le reclassement du salarié menacé. Cette victoire était accueillie par un flot d'applaudissements. Tout le monde était heureux, surtout d'avoir gagné, mais fier aussi de ce mouvement de solidarité.

Après une telle claque, la carrière de la nouvelle DRH dans les *"Relations humaines"* paraît très compromise. D'ailleurs, dès le lendemain, le directeur administratif déclarait aux syndicats — ce qui ne prête pas à de multiples interprétations — : *"Je ne vais pas rester longtemps avec une telle épine dans le pied"*. Personne ne la regrettera, même si elle était très douée pour mobiliser les salariés...

Correspondant LO

Tambrands (Joué-lès-Tours - 37)

DEUX TIERS DES TRAVAILLEURS MENACÉS DE LICENCIEMENT

Fin novembre, les patrons ont annoncé 144 suppressions d'emplois pour l'usine de Joué-lès-Tours du groupe Tambrands. Ce groupe, qui fabrique les produits Tampax, possède en effet dans cette ville d'Indre-et-Loire un établissement qui emploie actuellement 202 salariés – femmes en majorité.

L'annonce de ces licenciements a évidemment provoqué pas mal d'émotion à Joué où deux entreprises (Bull et Baxter) ont déjà mis la clef sous la porte, ces dernières années, tandis que Michelin supprimait des centaines d'emplois. Ce fut la stupeur parmi les travailleurs de Tambrands, d'autant plus que les patrons avaient affiché des résultats bénéficiaires, et même envisagé récemment de doubler la surface de l'entreprise.

La CGT, qui n'avait pas de section syndicale dans l'entreprise, mais en a créé une à la faveur de l'envie de réagir d'un certain nombre de travailleurs, ainsi que FO et la CFDT, qui, elles, étaient représentées dans l'usine, ont organisé des actions de protestation. C'est ainsi que quelques dizaines de travailleurs de Tambrands sont intervenus au conseil municipal de Joué-lès-Tours, dont le maire, Lory, appartient à la majorité de droite (CDS), obtenant que le conseil se prononce contre les licenciements. Il y eut aussi un rassemblement d'environ 300 syndicalistes et travailleurs appartenant à des entreprises touchées par les licenciements devant l'usine Tambrands le 3 décembre, et diverses autres démonstrations à la Préfecture, etc.

Le directeur de l'usine a eu le culot de dire, à la télévision locale, que ce n'est pas parce qu'ils seraient incompétents que les travailleurs de Tambrands-Joué sont licenciés, mais au contraire parce qu'ils sont particulièrement compétents qu'il n'y a "que" 144 licenciements ! De quoi faire monter d'un cran la colère des travailleurs de Tambrands...

L'intervention des syndicats, et en particulier de la CGT qui joue le rôle principal et donne le ton dans les actions entreprises, consiste à expliquer qu'il ne s'agit pas de licenciements causés par de réelles difficultés économiques, mais d'une opération de "délocalisation" du groupe américain Tambrands vers la Grande-Bretagne (ce que contestent les patrons)... D'où, selon le secrétaire de l'UD-CGT, la possibilité de faire jouer la loi sur les licenciements, adoptée en janvier 1993 sur proposition des députés du PCF, et de contester le bien-fondé des licenciements par la mise en œuvre d'une expertise que le Comité d'Entreprise a demandée.

Peut-être ces différents recours pourraient-ils être une manœuvre de retardement, qui pourrait aider à organiser la riposte ouvrière. A condition toutefois que les travailleurs de Tambrands ne comptent pas principalement sur ces recours juridiques, et qu'ils tentent de constituer avec les autres travailleurs de l'agglomération de Tours une force susceptible de taper du poing sur la table, et d'inquiéter patrons et pouvoirs publics. Mais ce n'est pas la voie que proposent les leaders syndicaux.

La voie est sans aucun doute difficile, surtout pour une entreprise de petite taille. Mais y en a-t-il une autre pour faire reculer des patrons qui ne doivent pas craindre beaucoup les rodomontades des notables locaux de la droite, ou du PS, qui tous soutiennent ou ont soutenu, au niveau national, la politique qui permet aujourd'hui aux patrons de jeter à la rue les deux tiers de l'effectif d'une usine, pour la seule raison d'augmenter encore leurs profits ?

Correspondant LO

PTT Garage Keller (Paris 15e)

CARTON JAUNE À LA DIRECTION

Mercredi 1er décembre au soir, une vingtaine de chauffeurs des camions jaunes PTT du garage Keller (Paris 15e), soit la presque-totalité de la brigade de nuit, se mettaient en grève dès l'embauche, jusqu'à minuit, pour protester contre une suppression d'effectifs.

En effet, chaque année, au garage, il y a une "vente", c'est-à-dire une répartition des lignes entre les chauffeurs. Cette année la direction voulait supprimer cinq lignes en nuit, soit cinq emplois.

La direction a été surprise de ce coup de colère, d'autant que les grévistes se sont passés du sacro-saint préavis. Dès le lendemain matin, elle faisait savoir qu'elle était prête à lâcher quelque chose, et dans l'après-midi, elle annonçait qu'elle cédait deux emplois et qu'elle ne nous compterait pas comme en grève.

Visiblement elle a préféré reculer tout de suite de peur d'un mouvement plus large. Tout n'est pas réglé, mais ce succès est un encouragement pour réagir contre les attaques de la direction.

GAMMA/REGLAT

SDF

LE DERNIER MÉTRO

La station Saint-Martin, aujourd'hui fermée.

AFP

Les sans-abri devant le ministère des Affaires sociales.

GAMMA/MÉRILLON

Saint Martin est connu pour avoir, dit-on, alors qu'il était soldat romain, partagé son manteau avec un pauvre. La RATP n'a pas cette générosité. Elle a bien accueilli, durant quinze jours, des SDF dans les deux stations du métro parisien Saint-Martin et Champ-de-Mars lors de la vague de froid. Mais maintenant que le temps s'est un peu réchauffé, dehors les SDF ! Les stations Saint-Martin et Champ-de-Mars leur sont fermées. Il y aura, paraît-il, d'autres structures d'accueil à la place. Peut-être bien, mais même dans ce cas, ce n'était pas une raison pour fermer ces deux stations...

La SNCF, elle, tente une toute petite ouverture (publicitaire) vers *"la solidarité avec les SDF"* en mettant à leur disposition des voitures pour accueillir en gare de Paris-Est... en tout et pour tout 36 personnes ! Les chemins de fer n'ont-t-ils que cela comme voitures désaffectées, mais encore parfaitement utilisables ?

Pendant ce temps, quelques dizaines de SDF, parmi lesquels des femmes enceintes, campent jour et nuit devant le ministère des Affaires Sociales en demandant à Simone Veil une promesse écrite d'avoir un toit. Le ministère n'a offert pour le moment que de régler, pour une nuit, le sort de la délégation (11 personnes) venue la voir, en lui payant l'hôtel. La France est tellement pauvre !

Sauf toutefois pour les CRS qui, devant le ministère, surveillent ces SDF, bien à l'abri des intempéries dans leur car. Ils ont interdit, sur ordre évidemment, aux sans-abri de mettre une bâche sur leur campement. On n'a pas terriblement progressé depuis Saint Martin...

A.V.

LES ENFOIRÉS

Avec l'arrivée des grands froids, on a pu voir les hommes politiques y aller de leur couplet sur la solidarité indispensable pour ces malheureux qui se trouvent sans abri. On sait ce que valent ces paroles dans la bouche de gens qui sont largement responsables de la situation des chômeurs et des gens sans ressources. Mais l'hypocrisie atteint un cran de plus dans l'affaire qui vient d'éclater à l'école primaire de la rue Vauvenargues dans le 18ème arrondissement de Paris.

Dans cette école sont scolarisés 7 enfants qui habitent avec leurs familles dans un hôtel meublé du quartier promis à démolition. Ces familles, sous un avis d'expulsion bien qu'elles aient toujours payé leur loyer, vivent dans des conditions scandaleuses. Le gaz et l'électricité ayant été coupés par l'EDF depuis le 26 novembre, une vingtaine de familles vivent sans chauffage. C'est pourquoi la directrice de l'école primaire a pris l'initiative d'accueillir les enfants le matin, ainsi que leurs frères et sœurs pour leur faire prendre une douche et avaler un petit déjeuner chaud, et de les garder un peu le soir pour leur donner un goûter et qu'ils puissent profiter de la chaleur de l'école.

Cette initiative n'a pas plu à la mairie du 18ème qui est intervenue par l'intermédiaire du premier adjoint pour sommer la directrice de ne plus accueillir ces familles, sous prétexte qu'elle accueillait aussi des enfants non scolarisés dans son école, et que *"nul n'a le droit de pénétrer dans une école sans une autorisation en bonne et due forme"*.

Mais la directrice et un certain nombre de parents d'élèves ont heureusement une autre conception de la solidarité et n'ont pas l'intention de laisser ces politiciens imposer leur loi.

LA MALADIE GÉNÉTIQUE DE L'ÉTAT

Le 7e Téléthon a encore battu des records. Il a rapporté cette année 359 millions de francs. C'est grâce au bon cœur de la population qu'un certain nombre de pas en direction de la prévention et du traitement des maladies génétiques ont pu, ces dernières années, être réalisés.

C'est pourtant de l'Etat que dépend en principe la recherche médicale, et c'est lui qui devrait fournir les moyens de progresser dans ce domaine. Il suffit de comparer les 359 millions du Téléthon aux quelque 250 milliards du budget consacrés à l'armée, pour voir où se trouve le mal à soigner : réservons l'argent des impôts à la recherche médicale, et l'appel à la charité pour l'armée.

2 000 PLANS QUI NOUS LAISSENT EN PLAN

L'Administration se dit contente : sur 2 000 plans sociaux présentés par les entreprises, entre le 1er janvier et le 30 septembre, elle en a refusé 80. Ce qui signifie qu'elle a donc accepté les 1 920 autres sans y trouver à redire.

Il y a obligation de "plan social" pour les entreprises de plus de 50 salariés, licenciant plus de 20 personnes dans une période d'un mois. Cela ne concerne pas les entreprises plus petites ou les licenciements plus étalés.

Il y a donc eu, en neuf mois, 2 000 entreprises moyennes ou grandes pour annoncer des plans sociaux. C'est énorme !

Et cela a mené à quoi ? En général à des stages et des formations qui débouchent en fin de compte sur le chômage.

Le seul plan social valable serait de prendre sur les richesses et les profits patronaux pour empêcher les licenciements.

Nos lecteurs nous écrivent

LECLERC NOUS CONGÈLE

Par ces périodes de grand froid, les médias ont l'air de découvrir qu'il y a des pauvres dans notre pays, SDF comme ils disent si bien.

Mais il n'y a même pas besoin d'être SDF pour vivre dans le froid. Il suffit de travailler par exemple à la centrale d'achats appelée SOCAMAINE, située à Champagné dans la Sarthe, qui ravitaille les magasins Leclerc... Nous n'avons aucun chauffage, pas d'isolation des bâtiments. Nous subissons des températures largement au-dessous de zéro. Il y a peu, lors de la dernière vague de froid, nous avons travaillé à une température allant jusqu'à –9°. Mes camarades, ainsi que moi-même, avons des problèmes de santé (engelures, crevasses, etc.).

Leclerc peut faire des prix... sur la santé et la vie des travailleurs !

Un lecteur - Le Mans (Sarthe)

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

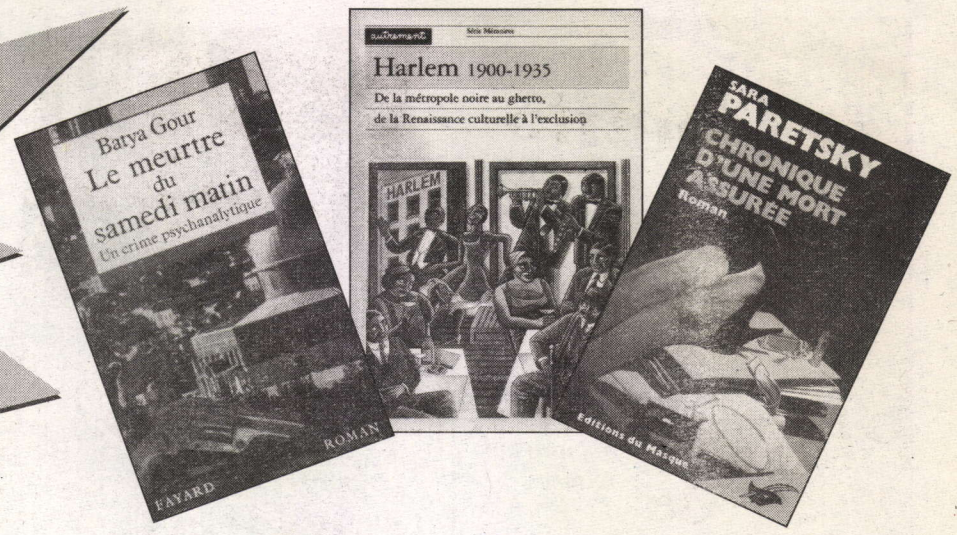
NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Des livres à offrir... ou à se faire offrir



Nous avons sélectionné pour nos lecteurs quelques livres dont la critique a été publiée au cours de ces derniers mois dans *"Lutte Ouvrière"*, ainsi que quelques nouveaux titres. La fin de l'année est une occasion de faire (ou se faire) des cadeaux...

• Harlem 1900-1935

Edité dans la belle collection "Autrement", cet intéressant recueil de textes retrace l'histoire de Harlem, le quartier noir de New York, de 1900 à 1935. Il montre qu'avant de devenir le ghetto sordide qu'il est actuellement, et malgré la misère et le racisme qui toujours y existèrent, Harlem fut aussi le lieu de bien des espoirs d'émancipation des Noirs.

Editions Autrement, 120 F

• Quoi de neuf sur la guerre ?

de Robert Bober

Ce témoignage fait revivre le quotidien d'un atelier parisien de confection, tenu après-guerre par des Juifs rescapés des camps de la mort. Il évoque également les orphelinats mis sur pied par des militants de gauche pour accueillir les enfants de ceux qui n'en étaient pas revenus. Le livre, qui dénonce par ailleurs l'attitude de l'Etat français dans les rafles et l'existence du camp de Drancy, essaye de faire sentir les difficultés et les terribles souvenirs de ces rescapés qui continuent de vivre, malgré tout.

Editions POL, 248 pages, 110 F

• L'Exécution du traître à la patrie Ernst S.

de Nicolas Meienberg

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, 17 citoyens suisses furent exécutés comme traîtres à la patrie. Ce livre raconte le destin de l'un d'entre eux, exécuté pour l'exemple, sans grand motif. Une réflexion critique sur la démocratie suisse qui cache comme les autres la coercition de l'Etat. L'auteur, journaliste contestataire depuis des années, vient de mettre fin à ses jours.

Editions Zoé, 107 pages, 75 F.

• Le rocher de Tanios

d'Amin Maalouf

Cette brève chronique d'un village libanais dans les débuts du XIX° siècle, relatée à la façon d'un conte oriental, vient d'obtenir le prix Goncourt. Moins riche que les précédents romans de Maalouf, tels *Léon l'Africain* ou *Samarcande*, elle est aussi agréable à lire, et elle peut aider à comprendre comment les menées des grandes puissances ont contribué à enclencher le cycle des affrontements et règlements de comptes qui n'ont cessé depuis de déchirer le Liban.

Editions Grasset. 125 F.

• Les années de Zeth

de Sonallah Ibrahim

Avec cette chronique d'une femme ordinaire, petite bourgeoise plutôt conformiste, qui rêve de vivre comme dans les magazines occidentaux, Sonallah Ibrahim, journaliste égyptien, retrace la vie quotidienne du Caire au cours des dix dernières années. Les années Moubarak sont marquées par un regain de corruption, d'affairisme et la montée de l'intégrisme musulman.

L'auteur entrecoupe son roman de coupures de presse, extraites des journaux cairotes, qui égrènent les scandales : affaires de pots-de-vin, affaires juteuses et crapuleuses des grandes compagnies étrangères qui pillent le pays, enrichissement illicite des hommes et des femmes d'Etat à commencer par la femme de Sadate. Une chronique amère et quelque peu surréaliste.

Actes Sud. 138 F.

• La malédiction

de Rachid Mimouni

L'évocation que fait Mimouni, dans ce roman, d'Alger aux mains des intégristes fait froid dans le dos. Mais sa thèse est que la situation actuelle serait le fruit de la fatalité, de la "malédiction" de l'Algérie, qui ne saurait réussir sa révolution. Une thèse passablement fataliste... et finalement réactionnaire.

Editions Stock. 120 F.

Dans les collections de poche

Le volcan

de Klaus Mann

Klaus Mann, un écrivain allemand, juif et se qualifiant lui-même *"d'intellectuel européen"*, a pu quitter l'Allemagne nazie en 1933 et a écrit cette chronique de l'exil en France comme un *"roman de l'émigration allemande 1933-1939"*. Un livre qui montre le désarroi et le désespoir de cette génération d'exilés, même parmi ceux qui cherchaient à lutter ou à aider ceux qui luttaient contre le nazisme.

Coll. Les cahiers rouges, éditions Grasset, 66 F.

Johnny s'en va-t-en guerre

de Dalton Trumbo

Cette réédition de ce classique de l'antimilitarisme qui dénonce avec force et révolte la boucherie de la Première Guerre mondiale est préfacée par le vétéran de la guerre du Vietnam, Ron Kovic, qui s'y attaqua dans *Né un 4 juillet*. Avec la même vigueur, les deux auteurs se rejoignent pour inciter le lecteur à empêcher d'autres guerres, en prenant les armes s'il le faut.

Coll. Points-Seuil, 35 F environ.

Les cygnes sauvages

de Jung Chang

Jung Chang, la fille de petits-bourgeois nationalistes chinois devenus des cadres de la révolution puis de la bureaucratie, raconte un pan de l'histoire de la Chine, de 1920 à 1970, vue par les yeux de sa grand-mère, de sa mère et d'elle-même. C'est une vision très partielle – et partiale – , mais en même temps un récit intéressant, fourmillant de détails et de faits concrets.

Coll. Presses-Pocket, 635 pages

Des polars venus d'ailleurs

De la police du Queensland...

• La mort d'un lac
• L'homme des deux tribus
• Mort d'un trimardeur, (etc.)

d'Arthur Upfield

Nous sommes en Australie. L'inspecteur de police qui mène ici l'enquête (un certain Napoléon Bonaparte !) est d'origines mêlées, mi-blanches mi-aborigènes. Cela lui donnerait paraît-il une sensibilité et des talents particuliers, bien utiles dans son travail. En tout cas, ces romans – l'auteur en a écrit une trentaine– dépaysent efficacement le lecteur européen en l'entraînant dans les paysages impressionnants et les conditions climatiques éprouvantes du "bush" australien.

Dans la Collection 10/18

... à la police tribale navajo...

• Le peuple de l'ombre
• Femme qui écoute
• Le voleur de temps, (et bien d'autres)

de Tony Hillerman

Les aventures du policier navajo, héros des romans de Tony Hillerman, se déroulent dans les territoires indiens des Etats-Unis. Lui aussi, grâce à sa connaissance particulière des mœurs et coutumes et de ce qu'il peut rester des traditions de son peuple dans les conditions américaines d'aujourd'hui, déchiffre les indices et débrouille les intrigues...

Collection Rivages/Noir

... et à celle de Jérusalem

• Le meurtre du samedi matin (Un crime psychanalytique)

par Batya Gour

Une psychanalyste de renommée internationale est assassinée dans l'enceinte même du prestigieux Institut de psychanalyse de Jérusalem. Qu'on se rassure : ce roman contient plus de suspense que de considérations psychanalytiques !

L'enquête de l'inspecteur Michaël Ohayon l'emmène dans différents quartiers de la ville, et cela fournit à l'auteur l'occasion de donner un aperçu de plusieurs aspects de la vie sociale : les dégâts engendrés par l'occupation des Territoires sur le moral d'un officier israélien, le poids du conformisme et de la religion dans la vie des femmes, les clivages sociaux entre Israéliens, en fonction des pays d'origine de leur famille...

Editions Fayard - 120 F

Une détective privée à Chicago

• Chronique d'une mort assurée
• Au point mort
• Sous le feu des protecteurs, (etc.)

de Sara Paretsky

Elle s'appelle Vic Warshawski, elle est bien sûr fouineuse et n'a pas froid aux yeux. Ses enquêtes, jalonnées de descriptions précises et documentées, la conduisent à dévoiler certains dessous bien peu reluisants des pratiques des milieux dirigeants, économiques et politiques, de l'agglomération de Chicago. Et l'action est mouvementée...

Editions du Masque (*Chronique d'une mort assurée* en Masque - grand format.) – 89 F

Un ailleurs dans le temps

• Les vacances de Marcus Aper
• Marcus Aper chez les Rutènes

d'Anne de Leseleuc

Voilà deux romans policiers qui ont pour cadre la Gaule gallo-romaine, environ 125 ans après la victoire des armées romaines de César sur les armées gauloises conduites par Vercingétorix. Le détective est un avocat gaulois qui enquête dans des milieux de notables, pour le premier roman, et dans celui des fabricants de poteries sigillées (c'est-à-dire frappées d'un sceau) pour le second. Des romans qui transportent dans cette époque historique dont l'auteur est une spécialiste.

Editions 10/18, environ 30 F chaque.

Léon Sédov, fils de Léon Trotsky, victime de Staline

par Pierre Broué

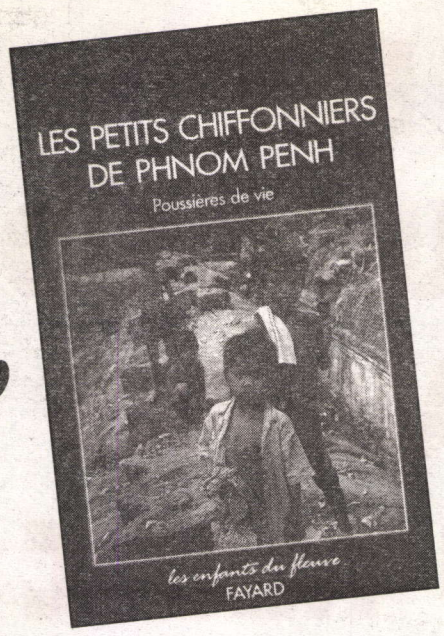
La biographie de Léon Sedov, et la place qu'il a occupée dans *"cette obscure armée d'une génération liquidée"*, celle qui se lança dans l'activité révolutionnaire portée par la Révolution d'Cctobre 1917, et qui fut anéantie par Staline.

Bien que Pierre Broué mette l'accent sur les difficultés des relations entre Léon Sedov et son père, il ressort de ce livre qu'entre les deux hommes il y avait, selon les mots de Trotsky, *"un profond attachement réciproque fondé sur quelque chose d'incomparablement plus grand que la communauté du sang : la communauté des vues et des jugements, les sympathies et les haines, les joies et les souffrances vécues ensemble, et les mêmes et grandes espérances"*.

Les Editions Ouvrières – 125 F

Lire

Les petits chiffonniers de Phnom Penh de Jean-Claude Pomonti



Toutes les grandes villes du Tiers Monde ont leurs lots d'enfants des rues, gamins que la faim a poussés loin de leurs familles et qui, armés d'un croc de fer, un sac de jute sur le dos, fouillent les poubelles pour survivre. A Phnom Penh, la misère s'est accrue suite aux guerres qui se sont succédé, de la victoire des Khmers Rouges à celle des armées vietnamiennes. Les populations ont été déportées, dispersées. Quand les troupes vietnamiennes ont pénétré dans Phnom Penh en janvier 1979, la ville ne comptait plus que 30 000 habitants contre 600 000 avant la guerre et deux millions en 1975, avant la prise du pouvoir par les Khmers Rouges.

Depuis, des Cambodgiens, qui vivaient traditionnellement dans le delta du Mékong en territoire vietnamien, sont venus s'installer à Phnom Penh, ainsi que des milliers de Vietnamiens de Saïgon à la recherche d'un petit boulot. C'est de cette population métissée, ni vraiment cambodgienne ni vraiment vietnamienne, le plus souvent bilingue, sans point d'attache, qui vit et dort sur des coins de trottoirs, que sont issus les héros du récit de Jean-Claude Pomonti. Tristes héros, la faim permanente au ventre, petits durs sans foi ni loi, bien qu'ils n'aient pas encore franchi le seuil de l'adolescence, ils vivent en bande, la peur au ventre : peur des flics, peur des militaires et du couvre-feu censé entraver leur activité nocturne, peur des bandes rivales.

Pourtant depuis le retour du roi en novembre 1991, suivi par les troupes de l'ONU en 1992, arrivées grosses de promesses, ou plutôt d'illusions en un certain retour à la paix et donc en une relative prospérité, ils n'ont eu que les miettes du festin. La spéculation immobilière bat son plein au cœur de la vieille ville et refoule les bandes de miséreux loin de leur trottoir d'attache. Phnom Penh a retrouvé les affairistes occidentaux avec leur Toyota flambant neuf, les hôtels de luxe se reconstruisent, on retape les villas occidentales, l'argent est de retour, mais pas pour tous.

Le témoignage est émouvant, triste constat d'une situation dramatique. Le préfacier du livre, président d'une association caritative, Enfants du Mékong, fait appel pour y remédier, en désespoir de cause, à la "charité" des populations des pays les plus riches. Mais celle-ci ne peut guère y remédier car, le livre en témoigne également, il n'y a rien à attendre des grandes puissances, de l'ONU, ni de leur bonne conscience.

Cécile BERNIER

Les petits chiffonniers de Phnom Penh. Poussières de vie, *de Jean-Claude Pomonti. Editions Fayard. Collection Les enfants du fleuve. 95 F.*

La colline des Anges

Retour au Vietnam

de Jean-Claude Guillebaud et Raymond Depardon

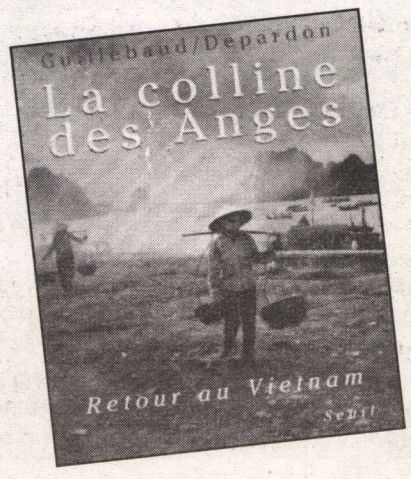
Jean-Claude Guillebaud, grand reporter, et le photographe Raymond Depardon se sont associés pour la réalisation de ce livre sur le Vietnam d'aujourd'hui, ou plutôt le Vietnam vingt ans après. Ce que ces deux hommes ont en commun, c'est le souvenir d'une sale guerre où ils furent l'un et l'autre reporters, une guerre dont Guillebaud explique qu'elle le marqua, lui, comme toute sa génération, et le conduisit à l'engagement politique.

Vingt ans après, au Vietnam, la vie a repris le dessus. Certes, les belles photos noir et blanc du livre ne sont ni des images de luxe ni d'abondance, les traces de la guerre sont présentes. Mais la nouvelle génération, les moins de vingt ans qui n'ont pas connu la guerre, vit la tête ailleurs. Le plus souvent tournée vers le "paradis" Amérique, comme le constate non sans une certaine amertume Jean-Claude Guillebaud.

La page est tournée, les images sont pacifiques, les enfants sourient au photographe, les personnages surpris dans leur vie quotidienne sont attachants, et les photos de Raymond Depardon, marquées d'une pointe d'ironie et de poésie, émouvantes.

C. B.

La colline des anges, *de Guillebaud/ Depardon. Edition du Seuil. 149 F*



Voir

Exposition

Images et Colonies (1880-1962)

On peut voir, dans la cour d'honneur de l'Hôtel des Invalides, à Paris, une exposition du Musée d'histoire contemporaine sur le thème "Images et colonies" qui se prolongera jusqu'à la fin de l'année.

Les organisateurs ont cherché dans toutes les archives de revues, d'affiches, de livres... les images que la société de 1880 à 1962 a données des colonies et surtout des Africains.

Des "images" à l'image d'une société bien-pensante qui, tout en pillant ces pays, n'hésitait pas à montrer tour à tour des Noirs "anthropophages", des habitants rigolards (publicité Banania), ou le côté exotique de ces régions et de ses populations.

La guerre de 1914-1918 est évoquée par des affiches appelant les Africains à s'engager. Ils furent en effet 29 000 Africains à avoir "le droit" de venir se faire tuer en Europe, pour les intérêts de la puissance colonisatrice, pendant la Première Guerre mondiale... et cela a continué avec la Seconde.

Au travers de cette exposition qui montre des affiches des expositions coloniales, des publicités, des dessins de presse, etc., une des rares notes discordantes est une affiche du Parti Communiste de 1932, dénonçant l'impérialisme et soutenant l'indépendance des colonies.

Cette exposition permet de mesurer la profondeur du mépris que la société capitaliste a réservé pendant plus d'un siècle à ses colonisés ; et qui est loin d'avoir disparu à l'époque des "indépendances".

E. F.

Les images de l'exposition et le texte qui les accompagne ont été rassemblés dans un bel et intéressant album. Images et Colonies, *Editions BDIC-ACHARC, diffusé par les Editions La Découverte/Sodis, 285 F.*

Cinéma

Le fils du requin

d'Agnès Verlet

■ Deux frères inséparables hantent une cité populaire d'une petite ville portuaire du nord de la France. Ils sont âgés de 12 et 14 ans seulement, mais déjà délinquants.

Comment ont-ils commencé à "faire des conneries" ? Martin, qui nous raconte son histoire, entrecoupée de rêves, de souvenirs et de cauchemars, ne le sait plus. Un père chômeur et alcoolique en tout cas, une mère trop tôt partie du domicile ; pas vraiment d'enfance ; et après avoir fui l'école, de foyers spécialisés en fugues, tout un enchaînement s'est produit et les tentatives d'un éducateur, d'un psychologue ou d'un service social d'établir le contact avec eux n'y ont rien pu.

Inspiré d'un fait divers réel, ce film prend le parti de ces gosses paumés, soudés dans leur exclusion ; avec leur violence contenue, leurs explosions de sauvagerie vengeresse, mais aussi leurs bouffées de tendresse, de poésie même, qui soudain démentent leur comportement de petits durs irrécupérables.

C'est parfois un peu dur, sans mièvrerie en tout cas, mais touchant et joué juste.

Guy LABRAUD.

Love Field de Jonathan Kaplan

avec Michèle Pfeiffer

■ *Love Field*, c'est le nom de l'aéroport de Dallas, au Texas. A Dallas, ce jour-là, le 22 novembre 1963, on attend John et Jackie Kennedy...

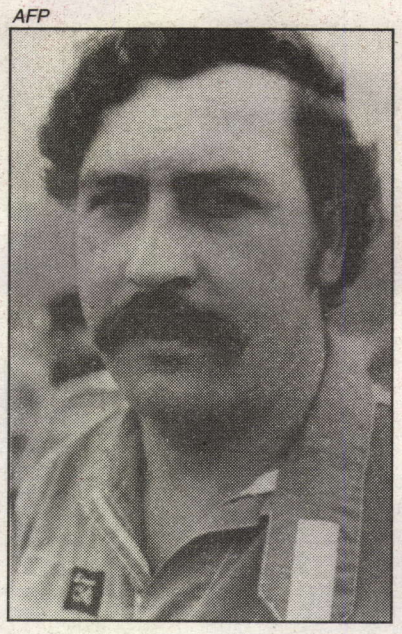
Une jolie coiffeuse qui collectionne les photos du couple décide, éplorée, de se rendre en autocar à Washington où ont lieu les funérailles nationales du président assassiné. Dans le bus, elle se prend d'affection pour une fillette noire, et se pose des questions sur l'homme qui l'accompagne. Et on voit cette jeune femme, généreuse et pas si sotte qu'elle en a l'air, découvrir peu à peu le racisme quotidien et profond de ce coin du sud des Etats-Unis, et y faire face avec courage.

S. F.

Colombie

La mort de Pablo Escobar

AFP



LA FIN D'UN CAÏD MAIS PAS DU TRAFIC

Pablo Escobar, le "parrain" qui régnait en maître sur le cartel de Medellin, a été abattu jeudi 2 décembre par un "groupe spécial" de l'armée colombienne, en vertu d'une vieille loi, celle du silence. Les dernières péripéties de la vie de ce caïd de la drogue, son incarcération dorée comme sa spectaculaire évasion, avaient trop nettement mis à jour ses relations privilégiées avec les représentants de l'appareil d'Etat colombien et incliné celui-ci à s'en débarrasser. D'autant plus que la disparition d'Escobar n'entraînera pas la fin d'un trafic dont l'Etat colombien, entre autres, tire lui aussi quelques avantages.

Pablo Escobar est mort à 44 ans. Sa courte vie l'avait projeté du statut de petit voleur de voitures à celui de tueur à gage. Puis, sa réussite dans le milieu de la drogue l'avait fait classer, à 38 ans, par le magazine américain *Fortune* parmi les quatre hommes les plus riches de la planète. Son ascension avait coïncidé avec la transformation de la Colombie dans les années Quatre-vingts de pays producteur de marijuana en pays producteur de cocaïne. Cette dernière substance, si elle demande un plus gros investissement de départ (mise sur pied de "laboratoires" de fabrication), est aussi cent fois plus facile à transporter que la marijuana et d'autant plus profitable pour ceux qui s'adonnent à son trafic.

La mort d'Escobar n'y mettra aucun terme. Le cartel de Medellin, déchiré par des dissensions internes entre les différents lieutenants du caïd, se voit déjà ravir la première place dans le trafic par son principal concurrent, le cartel de Cali, tout aussi efficace mais nettement moins voyant, ce qui est bien préférable pour l'Etat colombien qui a besoin des devises que cela rapporte, mais souhaite également un peu de discrétion...

La drogue, une branche occulte de l'économie mondiale...

Mais l'Etat colombien n'est lui aussi qu'un rouage d'une machinerie bien plus complexe, au coeur de laquelle trône l'Etat américain et à laquelle participe tout le monde capitaliste. Officiellement, bien sûr, les grands Etats ont déclaré la guerre à la drogue depuis les années Quatre-vingts. Mais, dans les faits, leur responsabilité est entière dans le développement de l'économie de la drogue, devenue ces dernières années un secteur pas très avouable mais très profitable de l'économie mondiale.

C'est d'abord parce que la consommation de marijuana n'a cessé d'augmenter depuis le milieu des années Soixante aux Etats-Unis, et parce que le Mexique n'arrivait plus à suivre, que la Colombie s'est mise à en produire de façon massive. Puis la demande des consommateurs s'étant déplacée de la marijuana vers la cocaïne, les paysans colombiens se sont d'autant plus spécialisés que la pression exercée par l'impérialisme sur les prix des matières premières a entraîné la chute des prix du café. Au fil de cette dégringolade, il devenait bien plus avantageux de cultiver de la coca plutôt que le meilleur arabica.

C'est tout relatif, cependant, car la production de la matière première rapporte infiniment moins aux paysans qu'aux trafiquants qui en contrôlent la commercialisation. Pour 250 000 hectares de cultures, les paysans se partageaient, en 1990, 60 millions d'un marché estimé à 30 milliards de dollars.

La guerre officiellement menée par les Etats développés contre la drogue, au nom de la santé des consommateurs, a de multiples motivations moins avouables. D'abord, les grands Etats capitalistes protègent certains monopoles de "bonnes drogues" maison. En France, par exemple, le tabac est la cause directe de 60 000 décès annuels et l'alcool de 35 000, tandis que les drogues illicites n'en sont encore qu'à 200. Ensuite, l'attitude des grands Etats est souvent d'autant plus hypocrite qu'ils ne dédaignent pas, pour les intérêts de leur diplomatie ou pour alimenter les fonds de leurs services secrets, de monter leurs propres trafics. Et comme celui de la drogue reste très profitable...

Les États n'ont pas les mains propres

Ainsi, la guerre menée de Washington contre la cocaïne couvre des situations moins avouables. Les consommations d'opium, d'héroïne ont également doublé sans agiter la même passion. Il y a à cela une bonne raison : l'organisme chargé de la répression de la drogue à Washington dépend de la CIA. Or, c'est le plus souvent quand il a fallu financer un conflit armé local que l'on a vu se développer massivement de nouvelles plantations, dont les revenus servaient d'abord à financer l'armement des belligérants, amis du camp américain. Ce fut le cas en Afghanistan, au Liban, dans le Triangle d'or au nord de la Birmanie ou en Amérique centrale. Les sommes d'argent transitaient ensuite en direction des différents marchands d'armes de la planète, de la mafia sicilienne à l'Etat israélien.

Subsidiairement, cet argent est blanchi par différents intermédiaires : banques suisses, paradis fiscaux de la Caraïbe, immobilier, casinos, productions cinématographiques, voire tournées de stars du rock. Au total, 500 milliards de dollars seraient ainsi injectés dans les circuits financiers mondiaux. Et il n'est pas question d'interrompre ce flux financier tant que durera le capitalisme, pour qui l'argent n'a décidément pas d'odeur.

L'Etat colombien a éliminé Escobar mais il sera sans doute plus conciliant avec la "mafia bourgeoise" du cartel de Cali, qui a su depuis longtemps couler ses activités dans un cadre financier plus traditionnel, et qui préfère de beaucoup jouer des montages financiers plutôt que de la gâchette. Car, si l'on a beaucoup entendu parler des narco-terroristes à la Escobar, les Rodriguez et les Santacruz qui dirigent le cartel de Cali ont su rester discrets. Et la bourgeoisie colombienne apprécie cette discrétion : *"Tant qu'ils gardent un profil bas, qu'ils ne tuent pas et ne font pas de scandale*, raconte le maire de Cali, *ils ne nous dérangent pas ! Rodriguez et Santacruz font beaucoup d'efforts pour avoir l'air de commerçants, avoir l'air propre."* Autant dire que le trafic des narco-dollars qui transitent de Hongkong à Miami et de Palerme à Chicago, et son cortège dévastateur d'overdoses n'ont pas fini de semer la misère et la mort.

Jacques FONTENOY

Des militaires colombiens arrachant des plants de pavot.

Gamma

Lutte Ouvrière - Directeur de la Publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n°64-995